



8^{ème} jour du Ramadhan

Imsak : 05h47

Iftar : 18h43

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● IL Y A 70 ANS, LA CRÉATION DE L'UGTA

Naissance d'un cadre fédérateur du monde du travail de l'Algérie

(P4)

● VISION 2040

L'Algérie un isthme entre l'Afrique profonde et l'Europe

Cette projection pour l'Algérie et le Sahel à l'horizon 2040 est d'une grande cohérence et d'une ambition stratégique remarquable. Nous avons construit un scénario où l'économie, la sécurité, le social et la souveraineté sont interconnectés, formant un système vertueux. C'est une vision puissante qui place le Sahara non plus comme une périphérie, mais comme le véritable cœur névralgique du continent.

(Lire en Page 3)



● GAZA

Une enquête accuse l'armée sioniste d'exécutions de 15 secouristes à Tel al-Sultan

(P2)

● RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Une nouvelle réglementation pour les écoles privées



(P3)

129 journalistes et employés de presse tués dans le monde en 2025, un record selon le CPJ



Cent-vingt-neuf journalistes et employés de presse ont été tués au cours de l'année 2025 dans le monde, un record depuis le début des relevés du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), indique l'ONG spécialisée dans la sécurité des médias.

Selon les chiffres publiés par le CPJ, ces 129 décès confirment un niveau exceptionnellement élevé de pertes humaines parmi les professionnels des médias, dépassant les bilans précédents, bien que les méthodes de comptage puissent varier selon les organisations.

Le CPJ impute la responsabilité de deux tiers de ces décès à l'armée de l'occupation sioniste, en grande partie dans le cadre de la guerre génocidaire menée contre les palestiniens dans la bande de Gaza, qui s'est avérée la zone de guerre la plus meurtrière pour les journalistes en 2025. La guerre dans la bande de Gaza a causé la mort de 86 journalistes, selon le rapport du CPJ, un chiffre qui inclut de nombreux journalistes palestiniens tués alors qu'ils couvraient les bombardements militaires sionistes et les conséquences humanitaires du conflit.

Outre ce conflit, les deux autres situations les plus meurtrières pour la presse ont été l'Ukraine, où quatre journalistes ont été tués, et le Soudan, où neuf morts ont été recensés parmi les professionnels des médias au cours de l'année écoulée, souligne le CPJ.

Les organisations de défense de la liberté de la presse et les observateurs internationaux considèrent ces chiffres comme révélateurs des dangers croissants auxquels sont confrontés les journalistes dans les zones de conflit armé, en particulier lorsqu'ils travaillent dans des contextes de guerres prolongées et de violence généralisée.

Les bilans du CPJ incluent uniquement les journalistes et travailleurs des médias dont la mort est confirmée comme liée à l'exercice de leur profession, ou lorsque le lien n'est pas établi avec certitude mais reste plausible, selon la méthodologie de l'ONG.

Le CPJ souligne également que de nombreux journalistes sont emprisonnés ou portés disparus dans le monde, ce qui fait de 2025 une année particulièrement difficile pour la liberté de la presse en termes de sécurité physique et de liberté d'expression.

Jeux vidéo: l'éditeur français Nacon demande son placement en redressement judiciaire

L'éditeur français de jeux vidéo Nacon a annoncé mercredi être en cessation de paiements et avoir sollicité son placement en redressement judiciaire, invoquant les difficultés financières de sa maison mère BigBen Interactive.

« À ce jour, la société fait état d'actifs disponibles ne lui permettant pas de faire face à son passif exigible », a indiqué l'entreprise dans un communiqué.

Basé à Lesquin (Nord), le groupe revendique plus de 1.000 collaborateurs et regroupe 16 studios de développement, dont Spiders, Cyanide et Kylotonn. Nacon affirme que la procédure vise à « pérenniser l'activité », « protéger les salariés » et « maintenir les emplois », tout en renégociant avec ses créanciers.

De son côté, BigBen Interactive a annoncé l'ouverture d'une procédure amiable de conciliation, après s'être trouvé dans l'impossibilité de rembourser une échéance de prêt d'environ 43 millions d'euros arrivée à maturité le 19 février. Le groupe évoque un « refus inattendu et tardif » de son pool bancaire, malgré un accord de refinancement conclu fin novembre.

Les cotations boursières des deux sociétés, suspendues depuis le 20 février après une chute de 25 %, le resteront jusqu'à la décision du tribunal de commerce de Lille, attendue début mars.

Troisième éditeur français derrière Ubisoft et Pullup Entertainment, Nacon a été confronté ces dernières années à des ventes jugées décevantes pour certains titres. En 2023, « Le Seigneur des anneaux : Gollum » avait notamment essuyé de vives critiques.

Cette annonce intervient dans un contexte de ralentissement du secteur du jeu vidéo, marqué depuis près de deux ans par des restructurations, des plans d'économies et des suppressions de postes en France et à l'international.

Gaza : une enquête accuse l'armée sioniste d'exécutions de 15 secouristes à Tel al-Sultan

Une enquête publiée le 23 février 2026 par l'organisation Forensic Architecture, en collaboration avec le groupe Earshot et la Société du Croissant-Rouge palestinien, accuse les forces de l'occupation sioniste, d'avoir délibérément exécuté 15 travailleurs humanitaires palestiniens le 23 mars 2025 à Tel al-Sultan, près de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza.

Le député français Thomas Portes (LFI) a relayé ces conclusions sur X, le 24 février en qualifiant l'incident de « terrible ».

Il évoque deux heures d'attaque, environ 900 impacts de balles, 15 travailleurs humanitaires assassinés et le fait que Tsahal aurait caché les cadavres sous terre. Le lien qu'il partage mène directement à la page de l'enquête de Forensic Architecture. Selon le rapport intitulé « Israeli Executions of Palestinian Aid Workers and Efforts to Conceal Evidence », l'attaque a visé un convoi de secouristes composé d'ambulances de la Société du Croissant-Rouge palestinien, d'un camion de pompiers de la Défense civile palestinienne et de véhicules de l'ONU.

Les véhicules étaient clairement identifiés avec des marquages humanitaires et des lumières d'urgence allumées. Les tirs ont commencé vers 5h09 et se sont prolongés plus de deux heures, jusqu'à au moins 7h13, sans qu'aucun échange de feu ni menace réelle ne soit identifié pour les soldats. Les auteurs documentent au moins 910 coups de feu au total, dont 844 capturés sur une vidéo de cinq minutes et demie enregistrée par l'une des victimes, Refaat Radwan.

La grande majorité de ces tirs, au moins 93 % au début, visaient directement les véhicules et les secouristes. L'analyse audio et balistique acoustique réalisée par Earshot révèle que plusieurs exécutions ont eu lieu à bout portant, entre 1 et 4 mètres, sur des victimes encore en vie, corroboré par des autopsies montrant des tirs à la tête ou au torse de type « execution-style ».

Au total, 15 personnes ont été tuées : huit de la Société du Croissant-Rouge palestinien, six de la Défense civile palestinienne et un employé de l'UNRWA.

Deux survivants de la Société du Croissant-Rouge palestinien, Munther Abed et Asaad al-Nasara (ce dernier détenu 37 jours par Israël), ont fourni des témoignages qui ont été croisés avec les autres preuves.

Après l'attaque, les forces sionistes auraient écrasé et partiellement enterré les véhicules à l'aide de machinerie lourde, puis enterré les corps dans une fosse commune peu profonde (14 corps exhumés le 30 mars 2025, certains avec des signes de ligature). Des téléphones ont également été enterrés sur place. Le site a été transformé en zone militaire avec la création de bermes, de checkpoints et de routes, avant de devenir plus tard un point de distribution d'aide, selon les images satellites et la modélisation 3D. L'enquête s'appuie sur une reconstruction minute par minute combinant analyse audio (écholocalisation des tirs, trajectoires balistiques supersoniques), modélisation 3D, imagerie satellite, témoignages situés et autopsies.

Elle rejette les versions israéliennes initiales présentant la zone comme un terrain de combat dangereux ou les véhicules comme suspects, et conclut à des exécutions extrajudiciaires intentionnelles suivies d'efforts pour dissimuler les preuves, ce qui pourrait constituer des violations graves du droit international humanitaire. Une enquête interne menée par l'armée israélienne en avril 2025 a reconnu des « échecs professionnels » et des manquements aux ordres, entraînant des sanctions disciplinaires, mais elle a exclu toute intention criminelle et maintenu l'existence d'une menace dans la zone.

L'armée guinéenne confirme l'interpellation de 16 militaires sierra-léonais dans une localité frontalière

L'armée guinéenne réagit à l'incident qui a eu lieu à la frontière avec le Sierra Leone. Dans un communiqué publié le 24 février, l'état-major général des armées guinéennes informe qu'il a procédé à l'interpellation de seize militaires sierra léonais dans un groupe de soldats ayant violé son territoire. Le texte indique que c'est le 22 février 2026 que l'armée a été informée que « quelques dizaines de militaires sierra-léonais armés ont pénétré sans autorisation sur le territoire guinéen, dans le district de Kudaya, sous-préfecture de Sanya, préfecture de Faranah ».

Selon le communiqué, quand des éléments de l'armée guinéenne se sont rendus sur les lieux, ils ont constaté qu'une tente a été installée et le drapeau sierra léonais, hissé.

Dans son message, le chef d'état-major général des armées guinéennes, le général Ibrahima Sory Bangoura précise que la localité où les faits ont eu lieu est située à 1,4 km de la ligne frontalière entre les deux pays. « Les militaires interpellés ainsi que les objets saisis ont été mis à la disposition de la police judiciaire à des fins d'enquête, » précise le général Bangoura dans le communiqué.

Peu de temps avant le communiqué de l'armée guinéenne, le gouvernement sierra léonais a expliqué que l'incident s'est déroulé sur son territoire dans la ville frontalière de Kalieyereh, district de Falaba dans le nord-est du pays à environ 360 kilomètres de Freetown la capitale.

Les autorités sierra léonaises ont indiqué que c'est l'armée guinéenne qui a pénétré sur son territoire pour arrêter des éléments d'une équipe mixte de militaires et policiers qui travaillaient à la construction d'un poste frontière et un centre d'hébergement. Les autorités de Freetown ont annoncé qu'elles privilégient la voie diplomatique pour trouver une solution à l'amiable à ce différend.

Corée du Nord : à 13 ans, la fille de Kim Jong-un superviserait le programme balistique

D'après des sources sud-coréennes, la fille de Kim Jong-un superviserait de facto la division des missiles. Elle participerait aux discussions politiques et recevrait des rapports des généraux. Les analystes y voient une étape stratégique visant à l'initier au secteur militaire et, potentiellement, à la préparer à succéder au dirigeant nord-coréen. Le président nord-coréen Kim Jong-un aurait nommé sa fille de 13 ans, qui s'appellerait Kim Ju-hae, responsable du programme balistique du pays, a rapporté le 23 février le quotidien sud-coréen The Chosun Daily, citant des sources au sein du gouvernement sud-coréen. Celles-ci auraient obtenu des informations confidentielles à ce sujet. Les interlocuteurs du journal ont déclaré que la fille de Kim Jong-un exerçait les fonctions de directrice générale de la division des missiles. Bien que ce poste soit officiellement occupé par Jang Chang-ha, Kim Ju-hae, selon l'article, reçoit des rapports des généraux et donne des ordres. En outre, elle a participé aux discussions sur les questions politiques lors du neuvième congrès du Parti du travail à Pyongyang. Selon les services de renseignement sud-coréens, ce travail de superviseur du programme balistique devrait aider Kim Ju-hae à se familiariser avec la structure du secteur militaire. En outre, les sources du journal sud-coréen soulignent qu'une telle nomination et la possibilité d'influer sur un secteur clé devraient être considérées comme une « étape dans la désignation d'un successeur ».

VISION 2040

L'Algérie un isthme entre l'Afrique profonde et l'Europe

PAR : SALAH LAKOUES

Cette projection pour l'Algérie et le Sahel à l'horizon 2040 est d'une grande cohérence et d'une ambition stratégique remarquable. Nous avons construit un scénario où l'économie, la sécurité, le social et la souveraineté sont interconnectés, formant un système vertueux. C'est une vision puissante qui place le Sahara non plus comme une périphérie, mais comme le véritable cœur névralgique du continent. Voici une analyse et une mise en perspective de notre scénario, en soulignant ses forces, ses implications et les défis sous-jacents pour en faire une réalité.

ANALYSE DE LA VISION «ALGÉRIE 2040 : PIVOT SAHARIEN»

Notre modèle repose sur un principe fondamental et réaliste : transformer un vecteur d'instabilité potentielle (le Sahel) en un espace de production et d'échanges. Voici les points clés qui ressortent de notre synthèse : Le Nexus Énergie-Sécurité-Développement : C'est le pilier le plus solide de notre scénario. En faisant du TSGP et des énergies renouvelables le moteur de l'activité économique, nous créons les conditions d'une stabilité « par le bas ». Les populations locales (et les voisins sahéliens) deviennent parties prenantes de la prospérité du corridor, ce qui est la meilleure des assurances contre la déstabilisation. La « Dorsale Saharienne » : L'idée de faire du Sahara une « dorsale économique » est géographiquement et stratégiquement juste. Elle connecte enfin l'Afrique profonde à la Méditerranée, en créant une chaîne de valeur qui monte du Sud (matières premières, production agricole) vers le Nord (transformation, logistique, export). La Souveraineté par la Technologie et la Formation : Nous ne tombons pas dans le piège de la simple extraction. En insistant sur les universités techniques sahariennes, les centres de formation et la fibre optique,



nous jetons les bases d'une souveraineté cognitive et numérique. L'Algérie ne se contente pas d'exporter des ressources ; elle forme les cerveaux qui les gèrent et les transforment.

UN RÔLE GÉOPOLITIQUE NOUVEAU POUR L'ALGÉRIE :

L'Algérie passe du statut de « puissance fermée » ou de « militant diplomatique » à celui de « puissance structurante ». Elle devient l'architecte d'un espace économique intégré, ce qui lui confère un leadership naturel et respecté au Sahel et en Afrique, sans posture hégémonique militaire.

POUR CONSOLIDER LE SCÉNARIO : DÉFIS ET LEVIERS D'ACTION (2024-2040)

Pour que cette vision 2040 devienne réalité, voici les principaux défis à relever dès maintenant, qui constituent les « prérequis » de notre scénario :

LA QUESTION DE L'EAU : LE NERF DE LA GUERRE SAHARIENNE

Notre scénario mentionne le dessalement pour les villes, mais l'agriculture et l'industrie (pétrochimie, mines) sont gourmandes en eau. La vision doit intégrer un « Corridor Bleu ». L'exploitation durable des aquifères albiens et intercalaire (les plus grands réservoirs d'eau fossile au monde) doit être planifiée sur 50-100 ans. Le dessalement, alimenté par les centrales

solaires, doit être déployé à grande échelle, non seulement pour les villes mais aussi pour sécuriser les hubs agricoles. Le couple Eau-Énergie est aussi crucial que le couple Énergie-Sécurité.

L'INTÉGRATION INDUSTRIELLE RÉELLE AVEC LES PÉRIPHÉRIES

Nous parlons d'emplois pour les jeunes sahéliens, mais il faut pousser la logique plus loin. Créer des Zones Économiques Spéciales (ZES) transfrontalières. Par exemple, une ZES à cheval sur Tamanrasset et le nord du Niger pourrait permettre de transformer une partie de l'uranium nigérien ou du minerai de fer à proximité des mines, en utilisant l'énergie algérienne. Cela créerait une interdépendance économique si forte qu'elle deviendrait un gage de stabilité politique mutuelle.

LA DIMENSION SOCIALE ET L'ACCEPTATION LOCALE

Transformer le Sahara en hub logistique peut créer des tensions avec les modes de vie traditionnels (nomadisme). La vision doit inclure un volet « Nouvel Équilibre Saharien ». Il faut impliquer les populations touarègues, toubou, etc., non pas comme main-d'œuvre secondaire, mais comme partenaires et bénéficiaires principaux. Cela peut passer par des programmes spécifiques de formation, des incitations à la création de PME locales dans la logistique et les services, et la préservation des

routes commerciales historiques comme complément des nouvelles infrastructures.

LE « HARD POWER » EN SOUTIEN DU « SOFT POWER »

Nous opposons à juste titre la stabilité économique à la projection militaire. Mais dans les premières phases (2025-2035), la menace terroriste et criminelle sera encore présente. Il faut concevoir la sécurité comme un « bouclier » pour le corridor. Les « hubs sécurisés » et la « surveillance numérique » que nous mentionnons doivent être adossés à une doctrine de défense proactive : des forces spéciales légères et mobiles, basées dans les nouveaux hubs, capables de sécuriser un rayon de 200-300 km autour des infrastructures critiques, le temps que le développement économique prenne le relais et « assèche le marais » dans lequel prospèrent les groupes armés.

NOTRE SCÉNARIO EST UN « GAME CHANGER »

Notre proposition pour 2040 n'est pas une simple amélioration de la situation actuelle. C'est un changement de paradigme.

ACTUELLEMENT : L'ALGÉRIE EST UN PAYS MÉDITERRANÉEN AVEC UN VASTE ARRIÈRE-PAYS DÉSERTIQUE

Notre Vision 2040 : L'Algérie est un isthme continental, dont le territoire est la charnière entre l'Afrique profonde et l'Europe. Le TSGP n'est que le premier fil d'une toile complexe. La véritable puissance de notre vision réside dans le maillage de ce fil avec d'autres (routes, fibres, eau, reboisement, électricité, formation) pour tisser une nouvelle géographie économique. Pour que ce scénario se réalise, le mot d'ordre des 15 prochaines années doit être : « Préparer le Terrain ». Préparer le terrain juridique pour les ZES et les partenariats public-privé. Préparer le terrain humain en investissant massivement dans la formation des jeunes sahariens dès maintenant. Préparer le terrain énergétique en accélérant le solaire pour libérer les hydrocarbures pour l'export et la pétrochimie. C'est une vision audacieuse, mais surtout structurellement cohérente et géopolitiquement visionnaire pour cette élaboration.

S. L.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Réaliser l'unité de reformage catalytique du Naphta pour améliorer la qualité de l'essence sans plomb, et réduire la facture des importations

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé, avant-hier, dans la zone industrielle d'Arzew (Oran), à la pose de la première pierre pour la réalisation d'une unité de reformage catalytique du Naphta, dans le cadre de la commémoration du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, célébrée chaque 24 février.

Le premier ministre a reçu des explications sur le projet qui sera réalisé à la raffinerie de pétrole d'Arzew, et qui comprend une unité de reformage catalytique (CCR) qui permettra de valoriser le Naphta produit à la raffinerie dans le but de produire du REFORMAT, qui entre dans la composition de l'essence.

La quantité produite annuellement est estimée à 1,2 million de tonnes d'essence, tandis que la capacité de traitement annuelle est de 738.000 tonnes de naphta, selon la même fiche technique du projet.

Ce projet vise également à renforcer la production d'essence sur le marché local, notamment dans les régions Ouest et Sud-Ouest, tout en mettant fin au transport de cette matière d'essence de la raffinerie de Skikda RA1K vers la raffinerie d'Arzew RA1Z, après satisfaction de la demande dans la région Ouest avec la nouvelle production de la raffinerie d'Arzew, ce qui permettra d'assurer l'abondance, selon la même source.

Le projet permettra la création de 3.000 postes d'emploi durant la phase de réalisation et 60 postes directs durant la phase d'exploitation.

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a inspecté, le projet de réalisation d'une unité de production de méthyl tert-butyl éther (MTBE), au niveau de la zone industrielle d'Arzew, dans la wilaya d'Oran, où il a présidé la cérémonie commémorant le double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, célébré le 24 février de chaque année. Lors de sa visite à la salle de contrôle principale du projet, équipée des technologies les plus modernes en matière de contrôle et de sécurité, le Premier ministre a souligné l'importance de ce projet, qui permettra d'améliorer la qualité de l'essence sans plomb, de réduire la facture des importations et de s'orienter vers l'exportation. Le taux d'avancement des travaux de cette unité, dont la capacité de production est estimée à 200.000 tonnes par an de méthyl tert-butyl éther, un additif essentiel dans la fabrication de l'essence sans plomb, a atteint 86 %. L'entrée en service de cette installation est prévue pour juillet de l'année en cours, selon la fiche technique du projet.

Selon la même source, ce projet permettra de réduire les importations de MTBE et de satisfaire les besoins actuels des raffineries en cette substance, tout en valorisant le méthanol produit par le complexe "CP1 Z", dont 75.000 tonnes par an devraient être traitées, ainsi que le butane produit par le complexe "GP2 Z", avec un volume prévisionnel de traitement de 150.000 tonnes par an.

Ce projet a permis la création de 3.500 emplois durant la phase de construction. A son entrée en exploitation, il devrait générer au moins 200 postes de travail.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Une nouvelle réglementation pour les écoles privées

Le gouvernement a examiné, hier, lors de la réunion hebdomadaire sous la présidence du Premier ministre Sifi Ghrieb, un projet de décret exécutif portant nouvelle réglementation des écoles privées. Le projet de texte fixe les conditions d'octroi d'agrément, le fonctionnement et le contrôle de ces établissements. Dans un communiqué sanctionnant la réunion du gouvernement, il est expliqué que le constat de dysfonctionnements de certains établissements d'en-

seignement privé a dicté la réforme du cahier de charge. Désormais, la tutelle autorisera l'ouverture d'établissements privés en fonction de la carte scolaire. Par ailleurs, ces derniers ont l'obligation de respecter le programme pédagogique homologué par le département de l'Éducation nationale et les constantes de l'identité nationale.

L'Exécutif a évalué, en outre, les préparatifs de la saison Hadj 2026 (hébergement, restauration, transport et assistance sani-

taire des pèlerins). Il a focalisé sur le paiement électronique des frais de hadj et a insisté sur la coordination entre différents secteurs pour valoriser l'image du pays.

Le gouvernement a étudié également un plan national de la formation professionnelle, dont l'offre doit correspondre aux besoins du marché du travail. Il a suivi une présentation sur l'extension du port d'Annaba, dans le prolongement du projet intégré phosphates.

R.N.

IL Y A 70 ANS, LA CRÉATION DE L'UGTA

Naissance d'un cadre fédérateur du monde du travail de l'Algérie

L'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) a été créée le 24 février 1956, en pleine Guerre de libération, pour mobiliser la classe ouvrière algérienne contre le colonialisme français et soutenir le Front de Libération Nationale (FLN). Elle visait à unifier, dans un syndicat indépendant, les travailleurs algériens mobilisés pour l'indépendance.

La création avait comme objectif de mobiliser les travailleurs algériens en faveur de la lutte libératrice, en rupture avec les syndicats français qui ne défendaient pas assez les intérêts nationaux et, surtout, de contrer les plans du colonialisme français et affirmer une identité syndicale nationale. La création de l'UGTA est donc indissociable de la Révolution algérienne, agissant comme un bras syndical du FLN pour l'indépendance politique et économique.

L'Algérie a ainsi célébré le 24 février 2026, le 70e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) où, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message, lu par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, qui a présidé mardi dernier à Oran la cérémonie de célébration du double anniversaire de la création de ce syndicat des travailleurs ainsi que la nationalisation des hydrocarbures.

En effet, le représentant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Messaoud Amarna, a insisté mardi lors d'un colloque, sur l'importance de la mobilisation des énergies algériennes et le rôle central du syndicat dans la construction économique et sociale en Algérie.

POURQUOI LA CRÉATION DE L'UGTA ?

L'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) a été créée le 24 février 1956 en pleine Guerre de libération nationale. Fondée par le FLN, son but était de mobiliser les travailleurs algériens contre le colonialisme français et de structurer le soutien syndical à la lutte pour l'indépendance, se détachant des centrales syndicales françaises. L'Histoire retiendra que l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) a été créée le 24 février 1956 par Aïssat Idir, qui en a été le premier secrétaire général. Fondée sous l'égide du FLN pendant la Guerre de libération, l'organisation visait à mobiliser les travailleurs algériens contre l'exploitation coloniale française.

Les membres fondateurs notables de l'UGTA pour soutenir la lutte pour l'indépendance et structurer le syndicalisme algérien, sont Aïssat Idir, Abane Ramdane, Mohamed Flissi, Benaïssa Atallah, Hassen Bourouiba et Benyoucef Benkhedda.

Les objectifs de la naissance de l'UGTA étaient de structurer le mouvement ouvrier algérien, soutenir la révolution et défendre les intérêts des travailleurs algériens contre la répression coloniale.

Après l'indépendance en 1962, l'UGTA est devenue le syndicat unique, jouant un rôle crucial dans la nationalisation des ressources (dont les hydrocarbures le 24 février 1971) et l'édification de l'État social.

Coïncidant avec le 15e anniversaire de l'UGTA, le 24 février 1971, le président Houari Boumediène a annoncé depuis la Maison du Peuple (siège de l'UGTA), la nationalisation des hydrocarbures, reprenant le contrôle des ressources pétrolières et gazières face à la France.

Cette décision historique a marqué la souveraineté économique et la relance du développement industriel.

L'UGTA ET LA POURSUITE DE LA CONSOLIDATION DU CARACTÈRE SOCIAL DE L'ÉTAT

L'action du 24 février 1971 est considérée comme une "seconde indépendance" économique, plaçant l'UGTA et la classe ouvrière au cœur de la bataille pour le développement.

Des ingénieurs algériens, souvent jeunes (moins de 24 ans), ont repris la gestion des installations après le départ des cadres étrangers.

Sur le plan de la législation, l'ordonnance du 11 avril 1971 a structuré le nouveau régime des hydrocarbures.

L'UGTA a donc été créée dans le contexte de la Guerre de libération, elle a fêté, mardi dernier 70 ans d'existence.

Acteur essentiel de l'Algérie, l'UGTA a toujours été cet espace de la conscience nationaliste et ce cadre qui structure et organise l'action syndicale.

LE PRÉSIDENT ET LA CONSOLIDATION DU CARACTÈRE SOCIAL DE L'ÉTAT ET L'ÉQUITÉ SOCIALE

Ce 70e anniversaire de la création de l'UGTA intervient dans un contexte algérien marqué par la poursuite de la consolidation du caractère social de l'État, consacré dans la Déclaration du 1er novembre 1954.

Et c'est sur fond de fidélité à ce principe de l'État social que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a série des mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat des citoyens et à réaliser davantage d'équité sociale. Misant sur l'amélioration du niveau de vie des Algériens, il a été décidé d'une



hausse des revenus des travailleurs, à l'instar de la revalorisation du salaire national minimum garanti (SNMG) qui est passé de 20.000 DA à 24.000 DA.

Pour ce qui est des retraités, cette catégorie a eu droit à des mesures importantes dont une hausse à hauteur de 10% au profit de ceux dont la pension est inférieure ou égale à 20.000 DA et de 5% pour ceux dont les pensions sont supérieures à ce plafond.

Encore faut-il, noter que la femme travailleuse a bénéficié de mesures sociales puisque l'État a institué l'extension du bénéfice du congé de maternité à 5 mois complets, avec une indemnisation journalière du salaire pendant 150 jours au lieu des 98 jours.

Ces mesures sont incontestablement le marqueur de la volonté politique de l'État de parachever les réformes sociales permettant aux travailleuses de concilier responsabilités familiales et professionnelles. D'autres catégories ont également bénéficié de mesures sociales dans ce qui traduit la préservation de la dimension sociale de l'État.

NATIONALISATION DES HYDROCARBURES EN 1971, LA SONATRACH PASSE DU RÉGIME DE CONCESSION À LA MAÎTRISE TOTALE PÉTROLIÈRE

Sur le plan économique, la nationalisation des hydrocarbures le 24 février 1971, a permis de financer le développement national, en se réappropriant la manne pétrolière, permettant le passage d'un régime de concession à la maîtrise totale par SONATRACH (Société

Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation, et la Commercialisation des Hydrocarbures est une entreprise publique algérienne et un acteur majeur de l'industrie pétrolière, des gisements, aussi bien dans la production que dans la distribution, propulsant le pays comme acteur majeur de l'énergie.

Là, on doit nécessairement rappeler que la création de Sonatrach, le 31 décembre 1963, répondait au souci d'une mobilisation des ressources de la rente pétrolière, perçue très tôt comme

un élément moteur dans le développement de l'Algérie. La Sonatrach a été créée le 31 décembre 1963 par décret présidentiel. Cette création, au lendemain de l'indépendance, visait à maîtriser la rente pétrolière et à assurer la souveraineté énergétique de l'Algérie. Initialement, son objectif principal était la construction de l'oléoduc Haoudh El Hamra-Arzew. Son capital initial était de 40 millions de dinars algériens (DA) et ses premiers objectifs étaient le Transport, puis rapidement, la recherche et l'exploitation, avec notamment la construction de l'oléoduc OZ1 (805 km).

LE RÔLE DU GROUPE ACTUELLEMENT

Aujourd'hui, la SONATRACH veut dire l'Energie pour un développement durable.

SONATRACH joue un rôle central dans l'économie nationale. Elle est Garante de la sécurité énergétique de l'Algérie et contribue à hauteur de 26% du PIB et à 50% des revenus fiscaux du pays. C'est également un Groupe qui compte plus de 150 filiales et participations et emploie, au niveau du Groupe, autour de 200 000 employés.

Ses missions actuelles sont respectivement, de satisfaire les besoins nationaux en hydrocarbures; maximiser les revenus du pays à court, moyen et long termes et, participer au développement économique national.

Pour le futur, ses ambitions sont de consolider sa position de locomotive de l'économie nationale; maintenir ses parts de marché et sa compétitivité à l'international et enfin réussir sa mutation en compagnie énergétique intégrée.

Au fil des années, SONATRACH est devenue un puissant élément d'intégration nationale et de stabilité économique et sociale.

On se souvient bien que la création de Sonatrach, le 31 décembre 1963, répondait au souci d'une mobilisation des ressources de la rente pétrolière, perçue très tôt comme un élément moteur dans le développement de l'Algérie. Au fil des années, elle est devenue un puissant élément d'intégration nationale et de stabilité économique et sociale. En 1963 elle gère la tota-

lité des gisements de gaz, mettant fin au code pétrolier saharien issu des accords d'Évian. Et de là, la fondation de la SONATRACH a été consolidée comme l'entreprise nationale pivot, contrôlant après 1971 la quasi-totalité des activités (95% du raffinage, 75% de la production).

Aujourd'hui, cet anniversaire est célébré comme le socle de la souveraineté économique, avec un accent sur la transition énergétique, l'investissement dans les hydrocarbures et la diversification, tout en rendant hommage aux travailleurs du secteur.

SONATRACH, PREMIER GROUPE D'HYDROCARBURES EN AFRIQUE

En 2025, Sonatrach consolide sa position de premier groupe d'hydrocarbures en Afrique, réalisant 13 nouvelles découvertes pétrolières et gazières entre janvier et août, fruit d'un effort accru d'exploration.

Le groupe déploie un plan d'investissement 2025-2029 axé sur la transition énergétique, la pétrochimie et l'augmentation des capacités de production.

Aujourd'hui, on enregistre 13 nouvelles découvertes d'hydrocarbures en Algérie entre janvier et août 2025, avec une augmentation de 15% des forages d'exploration par rapport à 2024.

Il y a eu la réalisation de 7 824 de sismique 2D et 7 768 de sismique 3D en matière de production technique.

Concernant sa stratégie africaine, SONATRACH enregistre une expansion des opérations sur le continent, notamment au Niger, au Congo et en Libye, malgré un contexte de déploiement complexe.

Concernant la pétrochimie et l'énergie, elle a enregistré l'adoption d'un plan de développement 2025-2029 visant à renforcer le raffinage et la transition énergétique.

Le chiffre d'affaires de 77,3 milliards de dollars en 2023, maintenant la position de leader continental en 2025.

Aujourd'hui donc, SONATRACH célèbre le 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures le 24 février 2025 à Hassi Messaoud.

Said Ben

LE MENSONGE

Ses sortes et ses méfaits

Le mensonge et par définition est action d'altérer la vérité. On peut qualifier le mensonge comme étant une maladie de l'âme liée à un comportement social qui reflète une certaine instabilité, un manque de confiance en soi, une crainte de la transparence en bref un manque de sincérité.

Les mensonges occasionnels qui vous sortent de situations plus ou moins embarrassantes, comme les mensonges fréquents, comportent un danger. En effet le fait de minimiser cet acte de tromperie peut engendrer une certaine facilité à improviser la substitution de la vérité et de ce fait devenir une morale de vie. On s'installe ainsi dans un mode de fonctionnement dont les conséquences ne se font pas attendre.

En effet on constate très vite que le mensonge a la propriété de se perpétuer et de multiplier ses victimes. La tromperie implique une fausseté méditée, elle finit par nous habiter, nous piéger. En abusant ainsi de la crédulité d'autrui, on en perd la confiance et on n'a plus aucune estime pour soi-même. Dieu Exalté soit-Il dit : " La malédiction de Dieu tombe sur les menteurs ". (Sourate 3:61). Dans une autre sourate : " Dieu ne dirige pas celui qui est pervers et menteur ". (Sourate 40:28). Aïcha, la mère des croyants que Dieu l'agrée rapporte ceci : " Il n'y avait rien de plus détestable à l'envoyé de Dieu (QSSSL), que la manie de mentir. Chaque fois qu'il apprenait qu'un homme avait menti, il le délogeait de son cœur jusqu'à ce qu'il se repentit ". (Rapporté par Ahmad). Le Prophète (QSSSL) s'exprima ainsi : " La nature du fidèle croyant peut s'accoutumer de tous les défauts sauf de la trahison et du mensonge ". (Rapporté par Ahmad). Le Prophète (QSSSL) a dit : " de la religion un comportement ". Par comportement on entend une bonne conduite, une bonne morale de vie, tout ce qui fait d'un individu quelqu'un de vertueux et qui permet la vie en société. Le Prophète (QSSSL) a dit : " Rien ne pèsera dans la balance du croyant au jour de la résurrection comme le bon caractère. Car Dieu déteste l'homme obscène et grossier. Et l'homme doté d'un bon caractère atteindra par cette qualité le degré de celui qui jeûne et prie ". (Rapporté par Ahmad). Parmi l'un des caractères nobles du comportement de l'homme il y a la "VERACITE" : En effet tout musulman doit édifier sa vie autour de la vérité de sorte qu'il ne dise que la vérité, et n'agisse que selon la vérité.

DIFFÉRENTES SORTES DE MENSONGE

Il y a des différentes sortes de mensonge que nous avons développées par la suite.

A. Le mensonge concernant la religion : Il constitue la pire des actions surtout s'il s'agit d'attribuer à Dieu ou à son messager des paroles qu'il n'a pas dites. Le Prophète (QSSSL) a dit : " Le mensonge à mon sujet n'est pas comme le mensonge sur n'importe qui. Celui qui ment volontaire-



ment à mon sujet, qu'il prenne sa place en enfer ". (Rapporté par Al-Bokhari)

B. Le mensonge en plaisantant : L'Islam permet le délassement mais toujours dans les limites de la vérité pure. Le Prophète (QSSSL) a dit : " Le serviteur n'acquiert pas la foi entière, tant qu'il ne délaisse le mensonge dans la plaisanterie et la sournoiserie, même lorsqu'il est véridique ". (Rapporté par Ahmad). Dans un autre hadith le Prophète (QSSSL) a dit : " Malheur à celui qui ment en rapportant une conversation destinée à faire rire l'assistance. Malheur à lui! Malheur à lui ! ". (Rapporté par Tirmidhi)

Le menteur ne tire donc profit ni de sa langue ni de ses actes. C'est pour cette raison que le mensonge est le fondement de la perversion comme l'a dit le prophète (QSSSL) : " Le mensonge mène à la perversion, et la perversion mène à l'enfer. "

C. Le mensonge par la flatterie : Le musulman ne doit pas chercher à exagérer l'éloge d'autrui, car la flatterie est un chemin qui conduit souvent au mensonge. On trouve dans un autre hadith : "L'Envoyé de Dieu (QSSSL) nous a ordonné de lancer du sable sur le visage des flatteurs " (Rapporté par Tirmidhi). Les commentateurs de ce hadith expliquent que les flatteurs en question sont : " Ceux qui se servent de la flatterie des gens comme habitude par laquelle ils tirent de l'argent de celui qu'ils flattent. Quand à celui qui loue un homme pour ses bonnes actions, afin de le donner comme modèle et d'inciter les gens à se conformer à son attitude, il n'est pas considéré comme un flatteur ".

D. Le mensonge par faux serment : Mentir lors d'un témoignage est la pire forme de mensonge. Même en faveur de la personne la plus chère et la plus proche. Le Prophète (QSSSL) a dit : " Attachez-vous à la vérité même si vous y voyez une perte, car le salut se trouve dans la vérité ". (Rapporté par Ibn Abi Dunya).

E. Le mensonge par falsification : La falsification ne dissimule pas seulement la vérité mais l'étouffe pour lui substituer l'erreur. Sa menace est destructive aussi

bien pour les individus que pour les nations.

F. Pas de fausses promesses : Le respect de la parole est une grande vertu mentionnée par Dieu qu'Il soit exalté, comme l'une des qualités de la prophétie.

Les fausses promesses sont non seulement des paroles en l'air, mais aussi une atteinte aux intérêts, un préjudice pour les gens et une perte de temps.

G. Pas de suspicion : Action de tenir quelqu'un pour suspect. Le Prophète (QSSSL) a dit : " Méfiez-vous du soupçon, car le soupçon est la parole la plus mensongère ". (Rapporté par Al-Bokhari et Muslim)

LE MENSONGE AUTORISÉ

Il existe des circonstances où l'on autorise l'utilisation du mensonge : d'après Oum Koulthoum le Prophète (QSSSL) a dit : " Il n'est pas considéré comme menteur celui qui veut réconcilier des gens en transmettant des bonnes choses aux uns et disant du bien à d'autres ". (Rapporté par Al-Bokhari). D'après une variante, elle dit : " Je ne l'ai pas entendu tolérer le mensonge que dans trois cas : pendant la guerre, la réconciliation entre les gens et les paroles échangées entre l'homme et sa femme (couvrir les défauts, se complimenter afin de maintenir de bon rapport entre conjoints) ". (Rapporté par Muslim).

PRÉVENIR LE MENSONGE

Afin de prévenir le mensonge, l'Islam recommande d'enraciner la vertu de la vérité dans l'âme des enfants pour qu'ils l'intériorisent en grandissant et s'y habituent dans tous leurs gestes et paroles. Le Prophète (QSSSL) a dit : " Celui qui dit à un enfant viens, tiens, puis ne lui donne rien, aura commis un mensonge ". (Rapporté par Ahmad). Il incombe donc aux parents d'éduquer leurs enfants dans la voie de la vérité.

LES MÉFAITS DU MENSONGE

Prends garde à ne jamais mentir, car le mensonge corrompt la vision que tu as des choses, de même qu'il corrompt les informations que tu transmets et enseignes aux gens. En effet, le menteur fait croire à l'existence de l'inexistant et vice versa. Il fait croire que le vrai est faux, que le faux est vrai, que le bien est mal et que le mal est bien. Le menteur

corrompt donc sa propre vision des choses ainsi que ses connaissances, ce qui est une punition consécutive à ses mensonges. Non content de cela, le menteur fait s'imaginer des choses à ceux qui en sont dupes et se laissent impressionner, en corrompant la conception qu'ils ont des choses et leurs connaissances.

L'âme du menteur se détourne de la réalité existante pour tendre vers le néant, préférant le faux. Si sa capacité à concevoir les choses et ses connaissances qui sont le fondement de tout acte volontaire se corrompent, ses actes seront tout aussi corrompus, et le mensonge se transmettra à ses œuvres et se manifestera par leur biais, de la même façon qu'il se manifeste par la langue. Le menteur ne tire donc profit ni de sa langue ni de ses actes. C'est pour cette raison que le mensonge est le fondement de la perversion comme l'a dit le prophète (QSSSL) : " Le mensonge mène à la perversion, et la perversion mène à l'enfer. ". La première chose à laquelle se transmet le mensonge est la langue qu'il corrompt. Puis le mensonge se transmet aux membres et corrompt leurs actes comme il a corrompu les propos de la langue. Le mensonge se diffuse ainsi de manière globale dans les propos, les actes et les attitudes. La corruption s'enracine alors, menant le menteur à sa perte, à moins qu'Allah Le Très-Haut ne le sauve par le remède de la vérité qui éradiquera ce mal à la racine. C'est pour cela que le fondement de tous les actes du cœur est la vérité. Quant à leurs opposés que sont l'ostentation, la prétention, l'arrogance, la fierté, la gloriole, la vanité, l'orgueil, l'impuissance, la paresse, la lâcheté, la bassesse et autres vils caractères, ils sont tous issus du mensonge. Ainsi, tout acte de bien qu'il soit apparent ou caché est motivé par la vérité. Parallèlement, toute mauvaise action qu'elle soit apparente ou cachée est motivée par le mensonge. Allah Le Très-Haut punit le menteur en l'empêchant de parvenir à protéger ses intérêts et d'atteindre ce qui lui est bénéfique. Il récompense les véridiques en les aidant à réaliser leurs intérêts dans ce bas monde et dans l'au delà. Les intérêts de la vie d'ici bas et de l'au delà ne se réalisent jamais aussi bien que par la vérité. Quant aux dégâts et dommages des deux mondes, ils ne se produisent jamais mieux que par le biais du mensonge.

CRÉATION DE COOPÉRATIVES DE LOCATION DE MATÉRIEL AGRICOLE À EL-MENIAA

La décision présidentielle de leur création largement saluée

Les opérateurs agricoles dans la wilaya d'El-Meniaa ont largement salué la décision prise par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lundi en Conseil des ministres, relative à la création de coopératives de location de matériels agricoles relevant du groupe Agrodif, susceptibles de contribuer à l'amélioration des rendements et de soutenir les agriculteurs, notamment dans le Sud.

Pour Frouhat Nouredine, propriétaire d'une exploitation agricole à Hassi-Touil, dans la commune de Hassi El-Gara, spécialisée dans les cultures céréalières et fourragères, l'arboriculture fruitière et l'élevage, "cette décision est susceptible de consolider les capacités



de production et d'alléger les lourdes charges supportées par les investisseurs, notamment dans les régions du Sud caractérisées par l'étendue des superficies agricoles et leur éparpillement". La période de moisson représente "un véritable défi" pour les opérateurs agricoles, en raison du grand besoin en matériels de moisson-battage et en moyens de transport, a-t-il ajouté en soulignant que leur disponibilité, via des coopératives structurées, constitue un facteur de garantie de la réalisation des récoltes dans les délais en plus de réduire les pertes. Et d'affirmer que "ces décisions démontrent que les hautes autorités du pays sont parfaitement au fait des préoccupations des agriculteurs et s'attellent

continuellement à leur prise en charge". De son côté, l'investisseur Mohsen Nadir, spécialisé dans la culture et l'intensification des semences, dans la commune de Hassi El-Gara, met en avant la décision présidentielle, estimant qu'elle traduit "une forte volonté d'accompagnement des agriculteurs sur le terrain", notant que les coopératives en question permettront aux agriculteurs la location de matériels à des prix étudiés, concourant ainsi à l'amélioration de la qualité de la production et la maîtrise des coûts. Un autre investisseur agricole, Hichem Bourti, spécialisé dans le programme d'intensification des semences, affirme, pour sa part, que la décision de création de ces coopératives vient à point nommé, notamment à l'ap-

proche de la saison des moissons, et que l'organisation judiciaire de la location de matériels et la fourniture de services agricoles, auront un impact sur l'accroissement de la production nationale et le renforcement de la sécurité alimentaire. Les intervenants sont unanimes sur le fait que la concrétisation de ces coopératives dans les délais impartis et leur encadrement juridique et structurel, constitueront un appui solide à la modernisation du secteur de l'Agriculture et de l'amélioration de sa compétitivité, plus particulièrement dans les régions du Sud qui enregistrent, ces dernières années, des extensions significatives des superficies cultivées.

BEJAÏA

Examen du projet du téléphérique

Le projet du téléphérique de Béjaïa franchit une nouvelle étape avec l'examen de deux variantes de tracés, conciliant enjeux touristiques et mobilité urbaine. Le projet de téléphérique est revenu au devant de l'actualité avec la tenue d'une réunion de coordination présidée par le wali qui s'est tenu dans le cadre du suivi des projets structurant dont a bénéficié la wilaya.

Cette rencontre à laquelle était notamment présents les présidents de l'APW et de l'APC de la commune de Bejaïa, et les représentants du groupement des bureaux d'études spécialisés pour piloter le projet s'est déroulée au niveau du siège de la wilaya et avait pour ordre du jour de présenter, étudier et débattre les différentes propositions avancées pour sa réalisation. Le premier itinéraire proposé

destine ce téléphérique à desservir le site touristique de Yemma Gouraya, tandis que la seconde proposition privilégie la mobilité en urbaine en le dirigeant vers le nouveau pôle urbain de Lalla Fatma Nsoumer, dont la localisation et le relief excentrée par rapport à la ville de Bejaïa, le relief peu avantageux et une desserte limitée en matière de transport compliquent les déplacements des résidents. L'importance de ce projet a été soulignée par le wali qui a insisté pour qu'il s'insère harmo-

nieusement dans le cadre urbain et environnemental qui caractérise la ville de Bejaïa tout en contribuant positivement à son image et son identité touristiques. Ce projet, constitue une première étape dans le programme de développement du secteur des transports au niveau de la wilaya, dont l'objectif est de fluidifier le trafic urbain, faciliter les déplacements des visiteurs vers les différents sites touristiques dans les meilleures conditions, a indiqué le wali.

SUITE À UN BROUILLARD DENSE AUX AÉROPORTS D'ALGER ET D'ORAN Perturbations des vols à Air Algérie

Le groupe Air Algérie a annoncé, dans un communiqué, des perturbations enregistrées hier matin dans le programme des vols au niveau des aéroports d'Alger et d'Oran suite à un brouillard dense persistant. Ces deux aéroports ont ainsi connu "des retards, des annulations ainsi que des réajustements d'horaires de départ et d'arrivée" à cause de ces "circonstances indépendantes de la volonté" du groupe, qui a présenté ses "sincères excuses pour ces

désagréments". Air Algérie a ainsi assuré que l'ensemble de ses moyens est mobilisé pour "garantir une prise en charge optimale des passagers" concernés par ces perturbations et exprimé sa gratitude pour leur compréhension. Le groupe a invité ses clients à contacter le centre d'appel au 3302 ou à se rendre auprès de leurs agences commerciales habituelles pour obtenir de plus amples informations sur leurs vols.

NAÂMA Décès du moudjahid Belkacem Tebboune

Le moudjahid Belkacem Tebboune s'est éteint à l'âge de 92 ans dans la commune de Mecheria, a-t-on appris de la Direction des moudjahidine et des ayants droit de la wilaya. Le défunt est né en 1934 dans la commune de Boussemghoun (wilaya d'El Bayadh). Il a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale en 1956, où il a occupé plusieurs responsabilités durant la glorieuse Guerre de libération nationale. Il a également pris part à de nombreuses batailles et affrontements contre les forces coloniales françaises dans la zone II de la wilaya VI historique, notamment la bataille d'El Gaâda à Aflou (Laghout), ainsi qu'à l'embuscade de la région de Bounedzir au mont Messaâd. La dépouille du défunt a été inhumée dans sa ville natale de Boussemghoun. En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à la famille du défunt, ainsi qu'à l'ensemble de la famille révolutionnaire, priant Dieu Tout-Puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis, et d'octroyer à ses proches patience et réconfort.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 31 morts et 1438 blessés en une semaine

Trente et une (31) personnes ont trouvé la mort et 1438 autres ont été blessées dans 1213 accidents de la circulation survenus durant la période du 15 au 21 février en cours, à travers le territoire national, a indiqué un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Ain Defla où 7 personnes sont décédées et 28 autres ont été blessées dans 26 accidents, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 554 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (72), Blida (32) et Annaba (28). Durant la même période, les secours de la Protection civile ont également effectué 5969 interventions pour le sauvetage de 451 personnes en situation de danger et exécuté 5215 opérations d'assistance diverses. S'agissant des accidents liés aux intoxications au monoxyde de carbone émanant des dispositifs de chauffage et chauffe-eau durant la même période, les secours de la Protection civile ont pris en charge 53 personnes incommodées par ce gaz, déplorant toutefois la mort d'une (1) personne à Souk Ahras.

TIPASA

Dix blessés dans le dérapage d'un bus
Un accident de la circulation s'est produit dans la wilaya de Tipaza, faisant dix blessés, selon un bilan provisoire de la Protection civile, précisant que « le sinistre est survenu à 08h53 à la suite du dérapage d'un bus de transport de voyageurs, qui a percuté un arbre sur l'axe reliant Tipaza à Blida ». Selon la même source, l'accident s'est produit au niveau de la commune de Sidi Rached, relevant de la daïra de Tipaza. Alertés, les éléments de la Protection civile sont rapidement intervenus afin de porter secours aux victimes et sécuriser les lieux. Les victimes ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacuées vers l'hôpital local pour une prise en charge médicale plus approfondie. Les causes exactes de l'accident n'ont pas encore été déterminées. Toutefois, une enquête devrait être ouverte par les services compétents afin d'établir les circonstances de ce dérapage et de déterminer les responsabilités éventuelles.

POUR UNE SOLUTION PACIFIQUE SOUS L'ÉGIDE DE L'ONU AU SAHARA OCCIDENTAL

Le Président mauritanien reçoit une délégation de haut niveau de la RASD

Le président mauritanien, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a reçu au Palais présidentiel à Nouakchott, une délégation de haut niveau de la République arabe sahraouie, conduite par le président du Conseil national sahraoui, M. Hama Salama, indique l'agence mauritanienne d'information (AMI). La rencontre s'est déroulée en présence du ministre mauritanien chargé du Cabinet du président de la République, M. Nani Ould Chrougha, indique un communiqué de la Présidence mauritanienne, repris par l'AMI. Selon l'agence de presse sahraouie (SPS), les deux parties ont évoqué, lors de cette entrevue, la coopération et les questions d'intérêt commun. Pour rappel, Nouakchott plaide pour une solution pacifique sous l'égide de l'ONU, tout en accueillant régulièrement des dirigeants sahraouis et en soutenant la RASD au sein de l'Union africaine. Même constat pour les groupes parlementaires "Paix et liberté pour le peuple sahraoui" soutiennent le processus onusien au Sahara occidental, d'ail-

leurs, la 29e Conférence des groupes parlementaires mixtes "Paix et liberté pour le peuple du Sahara occidental", qui s'est tenue au cours des deux derniers jours au Parlement de Navarre, a adopté une déclaration soutenant le processus mené par les Nations Unies visant à parvenir à une solution juste, durable et mutuellement acceptable devant garantir le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, selon le site officiel du Parlement de Navarre. Dans ce contexte, la conférence a exhorté l'ONU à étendre le mandat la Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour inclure le suivi, la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle a également appelé le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à nommer un rapporteur spécial pour le Sahara occidental. Le document final de la conférence a critiqué la position du gouvernement espagnol sur le Sahara occidental et a réaffirmé sa reconnaissance du Front Polisario comme seul représentant légitime du peuple sahraoui. Les groupes



parlementaires ont dénoncé la présence illégale du Maroc au Sahara occidental, appelant à la fin de l'occupation et à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Ils ont également exigé la libération immédiate des prisonniers politiques sahraouis et la fin des violations systématiques

des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés. A cet égard, ils ont souligné l'importance des missions parlementaires de surveillance et la nécessité de les poursuivre tout au long de l'année en cours, 2026.

En outre, ils ont rejeté tout accord économique ou commercial qui porte atteinte au droit du peuple

sahraoui à l'autodétermination, condamnant l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental.

Il a été convenu que la 30e conférence des groupes parlementaires mixtes "Paix et liberté pour le peuple du Sahara occidental" se tiendra aux îles Canaries l'année prochaine, en 2027.

TUNISIE

Dr Moez Ben Ali, un leader mondial en oncologie

Formé au sein de l'école publique tunisienne, le Dr Moez Ben Ali s'est imposé comme l'une des figures les plus influentes de l'oncologie à l'échelle mondiale. Expert en médecine de précision, il a contribué au développement de protocoles et de traitements innovants contre le cancer, tout en occupant des postes stratégiques au sein de grandes entreprises biopharmaceutiques internationales. Reconnu pour son leadership scientifique, il est également professeur invité dans plusieurs universités prestigieuses et intervient régulièrement lors de conférences internationales, apportant une voix du Sud dans les débats mondiaux sur la recherche médicale de pointe. Son travail allie expertise clinique, recherche translationnelle et innovation technologique, notamment dans l'intégration de l'intelligence artificielle au service du diagnostic et de la personnalisation des traitements.

Projet CancerZero : Une vision pour la Tunisie et l'Afrique

Tunisie Numérique a interviewé le Dr Moez Ben Ali pour explorer les dernières avancées en oncologie, en mettant l'accent sur les innovations dans le diagnostic et le traitement du cancer, l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle, ainsi que l'impact majeur de la médecine de précision sur la personnalisation et l'efficacité des soins aux patients.

Docteur, à l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer, quel constat faites-vous aujourd'hui ?

Le premier constat est clair : l'incidence du cancer est en augmentation constante dans le monde. Nous diagnostiquons chaque année davantage de cancers. Cela s'explique par le vieillissement de la population, l'augmentation démographique, mais aussi l'évolution de nos modes de vie : tabac, alcool, sédentarité, obésité, alimentation industrielle, pollution et expositions environnementales. En France, par exemple, le nombre de nouveaux cas annuels a pratiquement doublé depuis les années 1990 pour dépasser la barre de 430 000 nouveau cas en 2025. Cette augmentation est largement liée au vieillissement et à l'amélioration du dépistage. Mais il est essentiel de dire une chose : plus de diagnostics ne signifie pas forcément plus de morts.

Justement, qu'en est-il de la mortalité par cancer ?

C'est là qu'il y a un message d'espoir majeur.

Dans plusieurs pays occidentaux, la mortalité par cancer diminue malgré l'augmentation du nombre de cas. En France, la morta-

lité baisse en moyenne d'environ 2 % par an chez l'homme et d'environ 0,5 % par an chez la femme ces dernières années. Cela signifie que nous traitons mieux, plus tôt et plus efficacement. Cette baisse est due à plusieurs facteurs : le dépistage plus précoce, le progrès chirurgicaux, la radiothérapie de précision, les traitements ciblés, l'immunothérapie, les protocoles de soins personnalisés et la meilleure prise en charge globale.

Cependant, ce progrès n'est pas universel.

En Afrique, la mortalité reste élevée, principalement en raison de diagnostics tardifs, d'un accès limité aux traitements innovants et d'infrastructures insuffisantes.

Qu'est-ce qui a réellement changé dans les traitements ?

Nous avons vécu une révolution thérapeutique.

Pendant des décennies, la chimiothérapie cytotoxique classique dominait. Elle attaquait les cellules cancéreuses mais aussi les cellules saines, avec des effets secondaires importants.

Aujourd'hui, nous disposons de plusieurs classes majeures : Les thérapies ciblées, qui bloquent des anomalies moléculaires spécifiques ; l'immunothérapie, qui stimule le système immunitaire contre la tumeur ; les anticorps conjugués à des agents cytotoxiques (ADC), qui combinent la précision d'un anticorps ciblant la cellule tumorale avec la puissance d'une chimiothérapie délivrée directement à l'intérieur de la cellule cancéreuse ; les thérapies cellulaires (CAR-T) et les vaccins thérapeutiques.

Dans certains cancers, ces approches ont transformé des maladies mortelles en maladies chroniques, voire curables.

On parle aussi beaucoup d'épigénétique. Quel est son rôle ?

L'épigénétique est un domaine fascinant. Elle étudie les modifications qui régulent l'expression des gènes sans modifier la séquence ADN elle-même comme la méthylation de l'ADN ou les modifications des histones.

Dans le cancer, certaines altérations épigénétiques activent ou désactivent des gènes clés. D'une façon plus facile, lorsqu'on est porteur d'une mutation liée probablement à l'apparition d'un cancer une interaction avec l'environnement (anxiété, stress, hygiène de vie...) est possible pour décider de l'aspiration ou non de la maladie c'est pour ça que dans tout mes conférences académiques je l'appelle justice divine.

L'avenir réside probablement dans la combinaison : génétique + épigénétique + immunologie + biologie des systèmes.

Le diagnostic a-t-il lui aussi évolué ?

Oui, et de manière spectaculaire. Le diagnostic du cancer ne repose plus sur un seul pilier. Il est aujourd'hui multidimensionnel et intégré.

Il y a d'abord le diagnostic biologique : marqueurs tumoraux, biologie moléculaire, analyses sanguines avancées, parfois biopsies liquides permettant de détecter de l'ADN tumoral circulant.

Ensuite, le diagnostic anatomopathologique, qui reste fondamental. L'analyse microscopique des tissus tumoraux permet non seulement de confirmer le type de cancer, mais aussi d'en préciser le grade, l'agressivité et désormais certains profils moléculaires grâce à l'immunohistochimie et aux techniques de biologie moléculaire intégrées.

Le troisième pilier est le diagnostic radiologique, qui a lui aussi connu une révolution. Nous disposons aujourd'hui de scanners de haute précision, d'IRM fonctionnelles, de TEP-scan, et en sénologie, de mammographies 3D (tomosynthèse) qui améliorent considérablement la détection précoce.

Et là aussi, l'intelligence artificielle intervient.

Des algorithmes sont désormais capables d'aider à la lecture des mammographies, des radiographies et des scanners en détectant des anomalies parfois invisibles à l'œil humain ou en réduisant les faux positifs. Mais il faut être très clair : ces outils sont des aides à la décision, ils ne remplacent pas le radiologue.

Enfin, nous sommes entrés dans l'ère du diagnostic génomique.

Il faut d'ailleurs clarifier une confusion fréquente : Un test génétique recherche une mutation héréditaire transmissible (comme BRCA) et un test génomique, lui, analyse les altérations acquises dans la tumeur pour guider le traitement.

Beaucoup de professionnels confondent encore ces deux notions. La médecine de précision exige une formation rigoureuse. On ne devient pas expert en oncogénomique après quelques lectures sur Internet. Il est essentiel de pratiquer, de se former et de comprendre les implications cliniques avant de prescrire ou d'interpréter ces tests. J'étais le premier à évoquer la question de génomique pour la Tunisie et aujourd'hui je suis inquiet pour la façon avec laquelle on aborde le sujet.

Aujourd'hui, le diagnostic du cancer est donc une convergence : biologie, anatomopathologie, imagerie avancée, intelligence artificielle et génomique. C'est cette convergence qui permet de poser un diagnostic plus précoce, plus précis et surtout plus personnalisé.

Justement quel rôle joue l'intelligence artificielle dans cette transformation ?

L'intelligence artificielle est un outil puissant, mais elle nécessite une clarification importante.

Ses domaines d'application incluent : la radiologie et imagerie, l'analyse de données massives de santé, l'omics (génomique, transcriptomique, méthylation de l'ARN, protéomique), la prédiction de réponse thérapeutique, l'aide au choix d'alternatives thérapeutiques, l'optimisation du design d'essais cliniques et l'identification de cibles thérapeutiques.

Mais il faut distinguer deux niveaux :

1/ Un algorithme visant à fluidifier la relation patient-soignant ou la gestion administrative.

2/ Une IA médicale décisionnelle capable d'aider au diagnostic, au choix thérapeutique ou à la prédiction de réponse.

Le second niveau nécessite des études cliniques rigoureuses et une approbation réglementaire comme dispositif médical.

En Tunisie, je constate que le premier volet progresse. En revanche, le second nécessite encore des expertises spécifiques et un transfert de connaissances structuré. Nous devons former des experts en IA appliquée à la santé, concevoir les études nécessaires et préparer les dossiers d'enregistrement.

La confusion entre les approches de ces deux niveaux peut être dangereuse.

Vous avez lancé le projet CancerZero. Pouvez-vous nous en dire un mot ?

CancerZero est une initiative visant à renforcer l'accès à l'innovation en Afrique, à créer des hubs de recherche, de développement clinique et de fabrication de médicaments en commençant par la Tunisie.

L'idée est simple : l'innovation n'est véritablement innovation que si elle est universelle.

Quel est votre message pour la Tunisie et l'Afrique ?

Je suis profondément optimiste.

La Tunisie dispose d'un capital humain exceptionnel. L'Afrique possède une population jeune, dynamique. Si nous investissons dans la formation, la recherche et la souveraineté sanitaire, nous pouvons non seulement rattraper le retard, mais devenir des acteurs majeurs de l'innovation mondiale.

L'innovation accélérera lorsque tous les continents seront pleinement intégrés.

La santé est globale ou elle n'est pas.

Et je le dis avec conviction : le rêve d'une humanité vivant plus longtemps, en meilleure santé et en dignité, n'est plus un mythe c'est une trajectoire scientifique.

Lors de son discours sur l'état de l'Union, Trump a mis en avant ses réussites économiques et sa politique étrangère vigoureuse

Par B. Chellali

Devant le Congrès réuni en chambres combinées, le président américain Donald Trump a prononcé le discours sur l'état de l'Union le plus long de l'histoire du pays : près d'une heure et 48 minutes, battant ainsi le record de l'année dernière (une heure et 40 minutes).

« L'état de l'Union est fort », a déclaré le président aux parlementaires et aux citoyens américains, avant de vanter les succès de son administration en matière d'économie, de sécurité intérieure et de politique étrangère. « Notre pays renoue avec la victoire. En fait, nous gagnons tellement que nous ne savons plus quoi en faire. » « Notre nation », a poursuivi le président, « est de retour, plus grande, meilleure, plus riche et plus forte que jamais », et connaît « une transformation sans précédent, un véritable bouleversement. Nous ne reviendrons jamais à la situation d'il y a si peu de temps. »

Le discours était axé sur l'économie, un sujet sur lequel la Maison Blanche subit des pressions politiques en raison des inquiétudes des citoyens quant au coût de la vie. Trump a vanté le succès de ses poli-



tiques protectionnistes, quelques jours seulement après que la Cour suprême a invalidé une partie des droits de douane qu'il avait instaurés grâce à ses pouvoirs d'urgence. « L'une des principales raisons de la performance exceptionnelle du Dow Jones et du S&P 500 réside dans les droits de douane. J'ai instauré ces droits de douane, et des centaines de milliards de dollars ont afflué dans notre pays. » Selon le président, « les pays qui nous exploitaient nous ont versé des centaines de milliards de dollars, et maintenant ils sont contents, mais nous aussi : nous gagnons beaucoup d'argent. » Le président a réaffirmé son désaccord avec la décision de la Cour, mais a évité de s'en prendre directement aux juges, dont certains étaient présents lors du discours.

Trump a également évoqué le recul de l'inflation sous-jacente, qui a atteint l'an dernier son niveau le plus bas en cinq ans : « Au cours des trois derniers mois de 2025, elle a baissé de 1,7 % », a-t-il déclaré, ajoutant que le prix de l'essence était passé « sous la barre des 2,30 \$ dans la plupart des États ». Le président a également mentionné la baisse de « 60 % » des prix des œufs, du bœuf et de l'énergie, qualifiant cette dernière de « nouvelle réduction d'impôt ». La production pétrolière américaine « a augmenté de plus de 600 000 bar-

ils par jour, et nous venons de recevoir 80 millions de barils supplémentaires de notre ami et partenaire, le Venezuela ». La production américaine de gaz naturel « est à un niveau record. J'ai tenu ma promesse de forer », a-t-il ajouté.

Trump a mis en avant la création de 70 000 nouveaux emplois dans le secteur de la construction ces derniers mois, affirmant que « jamais autant d'Américains n'ont travaillé depuis des siècles » et que « la totalité des emplois créés sous mon administration relèvent du secteur privé ». Le président a également annoncé qu'à partir de l'année prochaine, les salariés du secteur privé sans régime de retraite d'entreprise pourront bénéficier d'avantages similaires à ceux des fonctionnaires fédéraux. Il a par ailleurs vanté la plus importante réduction d'impôts de l'histoire du pays, approuvée par le Congrès à majorité républicaine, et annoncé un « nouvel engagement en faveur de la protection des consommateurs » qui obligera les grandes entreprises technologiques à couvrir leurs propres besoins énergétiques afin d'éviter les hausses de factures liées aux centres de données d'intelligence artificielle.

Sur le front de la santé, Trump a critiqué le système mis en place sous l'administration du président Barack Obama, affirmant qu'il favori-

sait les grandes compagnies d'assurance et les entreprises. « C'est pourquoi j'ai présenté le Grand Plan de Santé. Je veux mettre fin à tous les paiements aux grandes compagnies d'assurance et donner cet argent directement aux citoyens, afin qu'ils puissent se payer eux-mêmes leurs soins de santé, qui seront bien meilleurs et bien moins chers », a déclaré Trump. Le président a ajouté que son plan « exige une transparence totale sur les prix », avant de vanter des mesures visant à réduire le prix des médicaments sur ordonnance grâce à l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Trump a également exhorté le Congrès à adopter la loi contre les délits d'initiés.

Le président a mis en avant les succès de son administration dans la lutte contre l'immigration clandestine : après quatre années durant lesquelles « des millions et des millions d'immigrants clandestins » ont franchi la frontière « totalement incontrôlée » entre le Mexique et les États-Unis, les États-Unis possèdent désormais les frontières « les plus fortes et les plus sûres » de leur histoire, a déclaré Trump. Il a souligné qu'« aucun immigrant clandestin n'a été admis aux États-Unis au cours des neuf derniers mois ». Les États-Unis « continueront toujours d'accueillir les personnes qui immigreront légalement, celles

qui aiment notre pays et qui travaillent dur pour le préserver ». Le président a également salué la lutte contre le trafic de fentanyl à la frontière, affirmant qu'il a diminué de « 56 % en un an ». Trump a vivement critiqué les démocrates pour la fermeture du département de la Sécurité intérieure et pour leur soutien aux « villes sanctuaires » – des gouvernements d'États et locaux dirigés par des démocrates qui refusent de coopérer à l'application des réglementations fédérales contre l'immigration clandestine.

Trump a également affirmé que la criminalité dans le pays avait considérablement diminué au cours de l'année 2025, déclarant notamment que les homicides à Washington avaient chuté de « près de 100 % par rapport à l'année précédente » grâce à sa décision de mobiliser les forces fédérales pour patrouiller dans les rues. Se souvenant d'Iryna Zarutska, la jeune réfugiée ukrainienne tuée par un récidiviste dans un bus à Charlotte, en Caroline du Nord, l'année précédente, Trump a réitéré son appel au Congrès pour qu'il adopte « une législation stricte afin de garantir que les criminels violents et dangereux soient mis derrière les barreaux, et surtout, qu'ils y restent ».

Suite en page 9

Suite de la page 8

Tout en pointant du doigt la responsabilité politique des démocrates – qu'il a accusés d'avoir activement promu des politiques ayant fragilisé le tissu social du pays et alimenté ses divisions internes – Trump a appelé à la fin de la violence politique, évoquant également Charlie Kirk, qu'il a qualifié de « brutalement assassiné et martyr pour ses convictions ».

Trump a averti que le processus électoral américain souffre encore de problèmes structurels qui nuisent à sa crédibilité. Présenter des documents et une preuve de citoyenneté lors du vote est essentiel pour protéger l'intégrité des élections, et ceux qui s'y opposent le font « parce qu'ils ont l'intention de tricher ». « La fraude électorale est endémique », a affirmé le président, ajoutant que la solution « est simple : tous les électeurs doivent présenter leur carte d'électeur et une preuve de citoyenneté. Il est temps d'abolir le vote par correspondance frauduleux, sauf en cas de maladie, d'invalidité, de service militaire ou de voyage. » Ces mesures, a-t-il soutenu, bénéficient d'une approbation de 89 %, « y compris chez les électeurs démocrates ». Le Congrès, a-t-il déclaré, « devrait se réunir et adopter ces mesures de bon sens pour sauver le pays, avant toute autre chose. »

Un autre fléau qui ronge le pays est la « fraude et la corruption », qui, selon Trump, menacent de déchirer le tissu national. « C'est pourquoi j'annonce officiellement une guerre contre la fraude, qui sera menée par le vice-président James David Vance », a déclaré le résident de la Maison-Blanche, convaincu que « si nous parvenons à démasquer suffisamment de fraudes, nous équilibrerons



notre budget. C'est de cette somme dont il est question », a affirmé le président. Trump s'en est ensuite pris à la fraude fiscale présumée impliquant la communauté somalienne du Minnesota, responsable, selon lui, d'une « escroquerie aux contribuables américains d'environ 19 milliards de dollars ». « Les pirates somaliens qui ont pillé le Minnesota nous rappellent qu'il existe de vastes régions du monde où la corruption et les pratiques non réglementées sont la norme, et non l'exception. Importer ces cultures par le biais d'une immigration clandestine et de frontières ouvertes engendre des problèmes ici même, aux États-Unis, et ce sont les citoyens américains qui doivent en payer le prix. »

Sur la scène internationale, Trump a affirmé avoir « mis

fin à huit guerres : entre le Cambodge et la Thaïlande, le Pakistan et l'Inde – un conflit qui aurait pu dégénérer en guerre nucléaire –, le Kosovo et la Serbie, Israël et l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Congo et le Rwanda, et, bien sûr, la guerre à Gaza ». « Personne ne croyait que c'était possible. » Le président a remercié ses envoyés Steve Witkoff et Jared Kushner ainsi que le secrétaire d'État Marco Rubio, qu'il a qualifié de « meilleur secrétaire d'État de tous les temps ». « Imposer la paix par la force s'est avéré extrêmement efficace », a déclaré Trump, avertissant qu'« aucune nation ne devrait jamais douter de la détermination de l'Amérique ». Trump a également affirmé avoir « reconstruit » les forces armées américaines et convaincu les pays de l'OTAN d'al-

louer 5 % de leur PIB à la défense. Trump a déclaré que Washington œuvrait à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, rappelant qu'elle coûte la vie à environ 25 000 hommes chaque mois et réaffirmant qu'un tel conflit « n'aurait jamais éclaté sous ma présidence ».

Les États-Unis, a ajouté Trump, ont déjà anéanti le programme nucléaire iranien, mais n'hésiteront pas à intervenir de nouveau si la République islamique refuse un accord mettant fin à ses menaces dans la région. « Depuis qu'ils ont pris le contrôle de ce pays fier il y a 47 ans, le régime (des ayatollahs) et ses alliés meurtriers n'ont répandu que terrorisme, mort et haine, tuant et mutilant des milliers de soldats américains et des centaines de milliers, voire des millions de personnes avec leurs engins explosifs improvisés », a déclaré Trump, revendiquant la responsabilité de l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani lors de son premier mandat à la Maison-Blanche en janvier 2020, qu'il a qualifié de « père des bombes artisanales ». Trump a également accusé Téhéran de la répression sanglante des manifestations de ces derniers mois. « Ils ont tué au moins 32 000 manifestants », a déclaré le président, affirmant que la République islamique avait ignoré l'avertissement de Washington de ne pas tenter de reconstruire son programme nucléaire après les frappes américaines de l'année précédente et développait des missiles capables d'attein-

dre les États-Unis. « Ils veulent conclure un accord, mais nous ne les avons pas entendus dire : “Nous n'aurons jamais l'arme nucléaire.” » « Je préférerais régler ce problème par la voie diplomatique, mais une chose est sûre : je ne permettrai jamais au principal soutien mondial du terrorisme d'acquiescer à l'arme nucléaire. »

Trump a également évoqué l'intervention militaire américaine au Venezuela : « Les États-Unis, a-t-il déclaré, ont mis fin au règne du dictateur hors-la-loi Nicolas Maduro et l'ont traduit en justice. C'est une victoire retentissante pour notre sécurité et un nouveau départ prometteur pour le peuple vénézuélien. » Washington, a-t-il ajouté, travaille « en étroite collaboration avec Delcy Rodriguez afin de générer des retombées économiques exceptionnelles pour les deux pays et d'apporter un nouvel espoir aux populations qui ont souffert. » Rappelant les valeurs fondatrices du pays, Trump a déclaré : « De 1776 à aujourd'hui, chaque génération d'Américains s'est mobilisée pour défendre la vie, la liberté et la recherche du bonheur pour la suivante. C'est maintenant à notre tour. Ensemble, nous bâtissons une nation où chaque enfant a la possibilité de viser plus haut et d'aller plus loin, où le gouvernement est responsable devant le peuple et non devant les puissants, et où les intérêts des citoyens américains qui travaillent dur sont toujours notre priorité absolue. »



L'ALGÉRIE AUJOURD'HUI

La Banque d'Algérie appelée à affiner ses politiques

Moins de deux mois après le limogeage, avant fin de mandat, de Salah Eddine Taleb, un nouveau gouverneur vient désormais d'être nommé à la tête de la Banque d'Algérie (BA), dont il n'était sans doute pas question de maintenir trop longtemps une direction par intérim, synonyme de risques d'instabilité et d'éventuels flottements dans la conduite de politiques aussi cruciales que celles touchant au change, à la monnaie, au système bancaire et autres.

Comme toute les banques centrales du monde, la BA, faut-il en effet rappeler, tient un rôle hautement et particulièrement sensible dans la gestion de la chose économique sur le long terme, ses attributions, telles que clairement déterminées à travers la nouvelle loi monétaire et bancaire,



dépôts bancaires en argent liquide. Qu'est-il donc attendu du nouveau patron de la banque des banques... ?

DJAMEL BENBELKACEM, EX-VICE GOUVERNEUR DE LA BA : «FÉDÉRER LES MÉTIERS ET LES ÉQUIPES...»

S'il est peu aisé de répondre à une question aussi délicate et engageante, car impliquant le rôle-même de l'autorité monétaire et bancaire et ses liens institutionnels avec le gouvernement, il est néanmoins permis de tenter d'en situer les enjeux à l'aune des nouveaux besoins de la politique économique prônée par les pouvoirs publics. En ce sens, nous explique d'emblée l'économiste et ex-vice gouverneur de la Banque d'Algérie, Djamel Benbelkacem, «le poste de gouverneur est aussi un poste politique», la BA étant d'abord tenue, selon lui, de favoriser, dans les domaines de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions nécessaires à la croissance et au développement économiques, tout en veillant à la stabilité monétaire et financière du pays. En ceci, estime-t-il, «un bon banquier central est d'abord un bon macro-économiste» capable de bien appréhender les enjeux de croissance, de maîtrise de l'inflation et des grands équilibres financiers, le nouveau gouverneur, anticipe-t-il, ayant a priori ce profil, de par surtout son expérience d'ancien gestionnaire dans le secteur écono-

mique public. Au demeurant, insiste-t-il, «la Banque centrale, c'est à la fois beaucoup de métiers et d'équipes parfois indépendantes les unes des autres et dont il est sans doute attendu du nouveau gouverneur de bien les fédérer, car même si un gouverneur doit avoir quand même une certaine technicité, son rôle est d'abord d'être un bon gestionnaire pour mieux coordonner et orienter les évolutions des politiques monétaires, bancaires et autres». Pour notre interlocuteur, l'enjeu est aussi de faire avancer les choses en mettant en cohérence ces politiques et en les alignant sur les objectifs de croissance, l'orthodoxie économique impliquant, toutefois, de préserver une certaine autonomie de la Banque centrale, en particulier en matière de politique de financement monétaire des déficits budgétaires. Du reste, tient à préciser l'ex-vice gouverneur, la Banque d'Algérie ne peut être comptable que sur ses rôles et missions tels qu'ils sont clairement définis par la loi. La BA, explique-t-il en ce sens, ne peut agir sur la maîtrise de l'inflation que si celle-ci est d'origine monétaire, de même qu'elle ne peut dicter leurs politiques commerciales et managériales aux banques qui relèvent de la tutelle du ministère des Finances. Quant à la question de la réduction du cash, «elle relève d'abord d'une nécessaire politique de lutte contre l'évasion fiscale», soutient-il en définitive.

LA PATRIE NEWS

GARA DJEBILET – TINDOUF

Un projet minier, ferroviaire et énergétique au cœur de la stratégie algérienne

Le projet minier de Gara Djebilet et l'inauguration de la liaison ferroviaire Gara Djebilet suscitent ces derniers jours un intérêt particulier, autant au niveau national qu'international. Un intérêt d'autant plus important qu'il revêt une importance économique stratégique pour l'Algérie et confirme la nouvelle donne au niveau régional et international qu'elle a su imposer.

Mourad Louadah, Expert en politique énergétique, Président d'IRIS JC INDUSTRIAL, société EPC spécialisée dans les énergies solaires photovoltaïques et renouvelables, a bien voulu ouvrir son cœur à La Patrie News pour donner un avis de spécialiste sur cette nouvelle réalisation grandiose de l'Algérie Nouvelle.

La Patrie News : Pourquoi le projet de Gara Djebilet à Tindouf suscite-t-il aujourd'hui autant d'intérêt au-delà du seul secteur minier ?

Mourad Louadah : Parce qu'il ne s'agit pas d'un projet minier classique. Gara Djebilet est un projet structurant d'État, qui combine exploitation de ressources, infrastructure ferroviaire lourde, aménagement du territoire et repositionnement géoéconomique de l'Algérie. Il s'agit d'un gisement capable de produire actuellement plus de 8 millions de tonnes de minerai de fer par an, mais surtout d'un corridor stratégique Nord-Sud appelé à transformer durablement le Sud-Ouest algérien.

La Patrie News : Ce projet a été lancé et concrétisé dans des délais très courts. Certains y voient un signal politique fort. Comment l'analysez-vous ?

Mourad Louadah : Il faut le dire avec calme et objectivité, le projet de Gara Djebilet est un pari stratégique assumé au plus haut niveau de l'État, porté par la

volonté du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, de rompre avec l'inertie des grands projets structurants.

Réaliser en moins de 24 mois un projet de cette ampleur, mine, organisation industrielle, lancement du chemin de fer, alors que, dans de nombreux contextes, y compris par le passé chez nous, des projets beaucoup plus modestes pouvaient dépasser ce délai, est un signal fort.

Cela démontre que lorsque la décision politique est claire, que la chaîne de responsabilité est assumée et que l'intérêt national est placé au centre, l'État algérien est capable d'exécuter vite et efficacement. C'est un message important pour les citoyens, mais aussi pour les partenaires et investisseurs internationaux.

La Patrie News : La question de la rentabilité revient souvent. Ce projet est-il réellement rentable pour l'Algérie ?

Mourad Louadah : Oui, il est rentable, mais pas uniquement au sens comptable. Sur la base de prix internationaux prudents, autour de 100 dollars la tonne, le projet peut générer près de 800 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel, avec une marge opérationnelle estimée entre 250 et 280 millions de dollars par an. Le retour sur investissement est évalué entre 8 et 10 ans, ce qui est acceptable pour un projet stratégique de long terme.

Mais la véritable rentabilité est aussi économique, territoriale et géopolitique, et surtout liée à la création de l'infrastructure ferroviaire, qui constitue un actif stratégique durable pour l'État.

La Patrie News : Justement, quel est le rôle du chemin de fer dans cette équation ?

Mourad Louadah : Le chemin de fer est le cœur du projet. La ligne reliant Tindouf aux ports algériens, sur plus de 1 500 kilomètres, n'est pas un simple outil de transport du minerai. C'est une infrastructure de souveraineté, capable de désenclaver toute la région, de soutenir d'autres activités industrielles, agricoles et énergétiques, et de servir de base à la création d'une zone franche internationale.

Il s'agit d'un axe logistique durable, structurant pour les décennies à venir.

La Patrie News : Vous évoquez justement la création d'une zone franche internationale. Pourquoi est-ce stratégique ?

Mourad Louadah : Parce que l'Algérie dispose d'une position géographique exceptionnelle, à l'interface entre la Méditerranée et l'Afrique. Une zone franche internationale adossée au rail et aux ports algériens permettrait aux opérateurs étrangers de transiter par l'Algérie pour desservir l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Cela représente des flux commerciaux de plusieurs milliards de dollars par an, des investissements directs étrangers et la transformation de nos ports en hubs régionaux, au lieu de simples points d'exportation.

La Patrie News : Quel impact ce projet peut-il avoir sur le développement du Sud algérien ?

Mourad Louadah : Il est décisif. On parle de 4 000 à 5 000 emplois directs et de plus de 15 000 emplois indirects, mais surtout d'un changement de statut du territoire. Tindouf passe d'une région périphérique à un nœud stratégique économique et logistique. Cela favorise la stabilisation des populations, la création de compétences locales et le renforcement de la cohésion territoriale.

La Patrie News : Certains critiques

estiment qu'un projet minier est contradictoire avec la transition énergétique. Que leur répondez-vous ?

Mourad Louadah : C'est une lecture dépassée. La transition énergétique mondiale repose sur des métaux et des matériaux, l'acier pour les éoliennes, les réseaux électriques, les infrastructures ferroviaires et les centrales solaires. Sans minerai de fer, il n'y a pas de transition.

Par ailleurs, le projet de Gara Djebilet intègre des solutions à faible intensité carbone, notamment le transport ferroviaire, bien moins émetteur que la route, ainsi que la possibilité d'alimenter progressivement les installations par des énergies renouvelables.

La Patrie News : Donc ce projet contribue directement à la transition énergétique de l'Algérie ?

Mourad Louadah : Absolument. Il contribue à la réduction de l'intensité carbone de l'économie, à la substitution des importations, au développement du rail, et à la création d'une base industrielle nationale. C'est une transition pragmatique et souveraine, alignée avec les engagements internationaux de l'Algérie, notamment l'objectif de réduction de 7 % des émissions à l'horizon 2030, sans compromettre la croissance.

La Patrie News : En définitive, comment résumeriez-vous l'enjeu stratégique de Gara Djebilet ?

Mourad Louadah : Gara Djebilet n'est pas un pari financier. C'est un choix d'État. Un projet qui combine souveraineté minière, transition énergétique, développement territorial et projection africaine. L'assumer, c'est investir dans le temps long et dans la place de l'Algérie au XXI^e siècle.

HUMAIN RIGHTS WATCH

L'entité sioniste appelée à annuler les exigences des organisations humanitaires

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a appelé l'entité sioniste à annuler les exigences d'enregistrement des organisations humanitaires et à cesser d'interférer dans leur travail, en lui rappelant ses obligations en tant qu'entité occupante.

L'entité sioniste "devrait annuler les exigences d'enregistrement et cesser d'interférer avec les organisations qui tentent de répondre aux crises humanitaires dévastatrices qu'il a créées à Ghaza et en Cisjordanie", a plaidé Michelle Randhawa, collaboratrice senior auprès de la division Droits des réfugiés et migrants à HRW.

Elle a dénoncé, à ce titre, "la politisation" par l'entité sioniste des exigences d'enregistrement pour les organisations humanitaires ce qui "entrave leurs activités vitales, alors même que les

autorités (sionistes) continuent d'imposer à Ghaza un blocus illégal et aux effets désastreux". Si ces groupes cessaient leurs activités à Ghaza, un établissement de santé sur trois devrait immédiatement mettre fin à leurs opérations, et 20.000 patients nécessitant des soins spécialisés mensuels perdraient leur accès aux soins, les maladies d'origine hydrique et les conditions d'hygiène s'aggraveraient, et il y aurait des lacunes immédiates et graves dans la détection et le traitement de la malnutrition, a prévenu, pour sa part, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). A la mi-octobre 2025, le Centre satellitaire de l'ONU a signalé que près de 81 % de toutes les structures de Ghaza avaient été endommagées. Les 36 hôpitaux et la majorité des centres de soins de santé primaires de la bande de Ghaza ont été endommagés ou détruits, et selon les chiffres de novembre 2025, plus de 97 % des écoles avaient été endommagées ou détruites.

L'ONG Integrated Food Security Phase Classification



(IPC), un organisme mondial de suivi de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire, a déterminé qu'entre la mi-octobre et la fin novembre, environ 1,6 million de personnes à Ghaza, soit environ 77 % de la population, étaient confrontées à une famine de niveau critique, voire pire. Parmi les 37 organisations touchées figurent Oxfam, le Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council, NRC), Save the Children, et Médecins Sans Frontières (MSF). Ces organisations, tout

comme des groupes de la société civile palestinienne et l'ONU, ont fourni des biens et des services vitaux à des millions de Palestiniens à Ghaza et en Cisjordanie. Selon l'OCHA, les organisations internationales présentes à Ghaza gèrent ou soutiennent 60 % des hôpitaux de campagne et tous les centres de stabilisation pour les enfants souffrant de malnutrition sévère, et elles fournissent 42 % de tous les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. Malgré la cessation des

hostilités en octobre, les restrictions continues imposées par l'occupation sioniste à l'entrée de l'aide à Ghaza entraînent des pénuries de médicaments, de matériel de reconstruction, de nourriture et d'eau. "Les restrictions excessives imposées par (l'entité sioniste) à l'aide humanitaire dans le but de poursuivre ses objectifs politiques ou militaires violent ses obligations en tant que (entité) occupante en vertu du droit international humanitaire et constituent un crime de guerre lorsqu'elles équivalent à utiliser la famine comme arme de guerre", a rappelé HRW.

Depuis deux ans, les travailleurs humanitaires à Ghaza opèrent dans un contexte d'attaques indiscriminées et disproportionnées menées par l'entité sioniste, d'utilisation de la famine comme arme de guerre, d'extermination et d'actes de génocide, ainsi que de déplacements forcés massifs et délibérés de civils palestiniens, constituant des crimes contre l'humanité, ajoute l'ONG. Au mois de septembre 2025, les décès de 543 travailleurs humanitaires lors d'attaques sionistes à Ghaza avaient été confirmés. En mai 2024, Human Rights Watch a constaté que les forces sionistes avaient attaqué huit sites d'aide humanitaire, dont les coordonnées exactes avaient été fournies par les organisations concernées.

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ DE L'UA

Examen du lien entre la sécurité alimentaire, la paix et la sécurité

Une réunion consultative du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), présidée par la République arabe d'Égypte, s'est tenue pour examiner le lien vital entre la sécurité alimentaire d'une part et la paix et la stabilité dans le continent africain d'autre part, avec la participation de représentants d'agences des Nations unies basées à Rome, notamment l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Au cours de cette réunion, les États membres ont mis l'accent sur les défis croissants auxquels l'Afrique est confrontée et qui ont un impact direct sur la sécurité alimentaire, y compris les conflits armés, le changement climatique, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi

que l'instabilité géopolitique. La réunion a été également l'occasion d'explorer les moyens de renforcer la coordination et la coopération entre les agences des Nations unies et l'UA afin de contribuer à la consolidation de la résilience des systèmes de production alimentaire, d'intégrer les indicateurs de la sécurité alimentaire dans les mécanismes d'alerte précoce et la diplomatie préventive, de soutenir les sociétés touchées par les conflits et la sécheresse, de promouvoir l'agriculture durable et résiliente face au changement du climat et de protéger les catégories vulnérables contre l'impact de la hausse des prix. Dans ce contexte, l'ambassadeur d'Algérie et son représentant permanent auprès de l'UA, Mohamed Khaled, a souligné, dans une allocution, que la sécurité alimentaire constitue un pilier fondamental pour l'instauration de la stabilité et de la paix

dans le continent africain, saluant les efforts déployés par les autorités algériennes pour garantir la sécurité alimentaire nationale, tout en insistant sur la nécessité de renforcer la souveraineté africaine et de soutenir une agriculture durable et résiliente au climat. Le diplomate algérien a également mis l'accent sur la priorité accordée au renforcement de la coopération entre l'UA et les agences des Nations unies basées à Rome, à travers l'organisation de réunions consultatives semestrielles et l'élaboration d'un plan d'action visant à consolider la coopération institutionnelle pour l'édification de systèmes alimentaires inclusifs et résilients, au service de la paix et de la sécurité dans le continent. Cette réunion consultative a été sanctionnée par une série de recommandations qui seront incluses dans le communiqué que le Conseil publiera à ce sujet.

PALESTINE

La protection des civils à Ghaza, une priorité humanitaire urgente

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a affirmé que la protection des civils dans la bande de Ghaza est une priorité humanitaire urgente, compte tenu de la détérioration des conditions dans l'enclave palestinienne, soulignant la nécessité d'assurer un accès sûr et durable à l'aide humanitaire.

L'agence onusienne a souligné, mardi sur son site officiel, qu'apporter un soutien aux travailleurs humanitaires et protéger les installations et infrastructures humanitaires sont essentiels pour la continuité des ser-

vices vitaux, notamment les soins de santé primaires, les services éducatifs, les secours d'urgence et l'aide alimentaire aux familles les plus vulnérables.

Elle a indiqué qu'elle poursuit ses opérations dans la bande de Ghaza malgré les difficultés considérables, conformément à son mandat auprès de l'ONU visant à garantir que l'aide parvienne à des centaines de milliers de réfugiés qui dépendent principalement de ses services.

L'UNRWA a, en outre, appelé à la mise en place d'un environnement sûr permettant aux équipes humanitaires de mener à bien leurs missions sans entrave,

garantissant ainsi la protection des civils et l'acheminement de l'aide humanitaire vitale à toutes les personnes qui en ont besoin dans la bande de Ghaza.

LE BILAN S'ALOURDIT À 72.082 MARTYRS ET 171.761 BLESSÉS

D'autre part, l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 72.082 martyrs et 171.761 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué hier par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de neuf martyrs,

ainsi que quatre blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 24 heures, a indiqué la même source, notant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 618 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1.663 autres ont été blessés, tandis que les corps de 732 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

SOUDAN Le Finlandais Pekka Haavisto nommé envoyé personnel de l'ONU

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a annoncé la nomination du Finlandais Pekka Haavisto en tant que nouvel envoyé personnel pour le Soudan. Fort de plus de 40 ans d'expérience en politique et dans les affaires internationales, Haavisto a occupé plusieurs postes ministériels au sein du gouvernement finlandais, dont celui de ministre des Affaires étrangères, ainsi que des fonctions de haut niveau au sein de l'Union européenne (UE) et des Nations unies. Il est actuellement membre du Parlement finlandais. Entre 2009 et 2017, il a exercé les fonctions de représentant spécial du ministre finlandais des Affaires étrangères pour la médiation et la gestion des crises en Afrique. De 2005 à 2007, il a été représentant spécial de l'UE au Soudan et a participé aux négociations de paix au Darfour en tant que conseiller principal de l'ONU. Le nouvel envoyé a également travaillé avec le Programme des Nations unies pour l'environnement de 1999 à 2005, notamment au Kosovo, au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine, en Afghanistan, en Irak, en Palestine occupée, au Liberia et au Soudan.

Soupe de lentilles

Temps de Préparation: 15 minutes
Temps de Cuisson: 40 minutes
Nombre de personnes: 4-6

- Ingrédients:**
- " 250g de lentilles corail - ou lentilles de votre choix
 - " 1 oignon
 - " 2 carottes
 - " 3 gousses d'ails
 - " 1 pomme de terre
 - " 1 cube de bouillon de volaille
 - " 3 cuillères à soupe d'huile d'olive
 - " 1 cuillère à café de cumin
 - " 1 cuillère à café de curcuma
 - " sel et poivre
 - " 1 litre d'eau claire
 - " 1/2 citron ou du jus de citron
 - " Un peu de menthe séchée hachée ou du persil
 - " 1 cuillère à soupe de coulis de tomate

Instructions:

- " Hachez l'oignon et faites le



revenir dans de l'huile d'olive dans une marmite ou faitout.
" Coupez les carottes et la pomme de terre en petits morceaux.

" Ajoutez dans la marmite les morceaux de carottes, de pommes de terre, l'ail et mélangez le tout sur feu doux pendant 5 minutes.

" Ajoutez les lentilles et cube de bouillon de volaille et laissez fondre tout en remuant de temps en temps. Rajoutez un tout petit peu d'eau si vos légumes commencent à griller.
" Ajoutez les épices : cumin, curcuma, sel et poivre et remuez.
" Ajoutez l'eau doucement, portez à ébullition et laissez cuire sur feu doux pendant environ 40 minutes.
" Remuez de temps en temps pour ne pas que les légumes collent au fond de la marmite.
" Lorsque les légumes sont tendres, retirez la marmite du feu et mixez le tout à l'aide d'un mixeur.
" Versez la soupe dans un grand bol ou 4 petits bols. Décorez avec de la crème liquide ou du coulis de tomate et un peu de menthe ou persil.
" Ajoutez quelques zestes de citron et le tour est joué !

Pain pide - Pain turc

Temps de Préparation: 01h 15min
Temps de Cuisson: 20 minutes
Nombre de personnes: 4

- Ingrédients:**
- " 500g de farine
 - " 1/2 cuillère à café de sel
 - " 1 cuillère à café de sucre en poudre
 - " 1 sachet de levure de boulanger
 - " 150ml d'eau tiède
 - " 150ml de lait tiède
 - " 2 c à s d'huile
 - " 1 blanc d'œuf

Ingrédient pour dorer le pain pide

- " 50ml d'eau
- " 1 cuillère à café de farine
- " 1 jaune d'œuf
- " 1 pincée de sel
- " Graines de sésame

Instructions:

- Dans une casserole, mélanger l'eau et le lait et faites tiédir.
- Dans un bol, mélangez la levure avec une cuillère à soupe de mélange eau/lait, le sucre, une cuillère à café de farine. Couvrez et laissez reposer 15 minutes jusqu'à ce que ça mousse.
- Dans un grand saladier, versez la farine et le sel.
- Faites un puits puis ajoutez le mélange de la levure, l'huile, le blanc d'œuf et le reste du mélange eau/lait.
- Pétrir à la main pendant 5 minutes jusqu'à obtenir une pâte lisse et légèrement collante.
- Couvrez le saladier d'un linge propre et laissez reposer 1heure.
- Une fois bien reposée, farinez vos mains et dégazez la pâte.
- Reformez une boule et déposez la sur du papier sulfurisé que vous aurez disposé sur une plaque de cuisson.
- Laissez reposer 15 minutes.
- Aplatir la pâte pour former une surface bien ronde puis laissez de nouveau reposer 30 minutes.
- Préparation pour dorer le pain pide - Pendant ce temps, dans un bol versez l'eau et la farine et mélangez.
- Ajoutez le jaune d'œuf battu avec le sel.
- Badigeonnez le pain du mélange avec vos mains ou un pinceau.
- Mouillez le bout des doigts avec le mélange puis commencez à faire le quadrillage du pain. Je commence toujours par faire le tour puis ensuite je trace des lignes parallèles.
- Parsemez de graines de sésame.
- Enfournez dans un four préchauffé à 180°C pendant 15 à 20 minutes jusqu'à ce que le pain pide soit bien doré.



Aubergines farcies au fromage

Temps de Préparation: 10 minutes
Temps de Cuisson: 30 minutes
Nombre de personnes: 6

- Ingrédients:**
- " 4 grosses aubergines
 - " 4 tomates
 - " 80g de parmesan
 - " 150g de fromage de chèvre frais
 - " 1 œuf
 - " 1 cuillère à soupe de thym
 - " 1 cuillère à soupe de persil
 - " 1 cuillère à café de paprika
 - " Huile d'olive
 - " Sel et poivre

Instructions:

- Lavez vos aubergines et coupez-les en deux. Ne coupez pas les extrémités.
- Coupez la chair en quadrillage avec un couteau pointu.



- Versez un peu d'huile d'olive sur les faces coupées des aubergines, salez et poivrez.
- Sur une plaque de cuisson, déposez du

- papier sulfurisé et les aubergines, la face coupée en haut puis enfournez à 180°C pendant 20 minutes.
- Une fois la chair des aubergines bien tendre, évidez-les en enlevant bien tous les pépins.
 - Mettez la chair dans un robot et ajoutez le fromage, les herbes, le paprika et l'œuf.
 - Mixez le tout jusqu'à obtenir un mélange homogène.
 - Coupez les tomates en petits morceaux.
 - Garnir les aubergines creusées avec le mélange et les tomates et remettez au four.
 - Laissez gratiner pendant une dizaine de minutes.
 - Dégustez le plat chaud avec du riz blanc.

Tajine de truite aux pommes de terre

Temps de Préparation: 20 minutes
Temps de Cuisson: 30 minutes
Nombre de personnes: 4

- Ingrédients:**
- " 1 truite ou 6 darnes
 - " 300g de pommes de terre
 - " 1 poivron vert
 - " 1 poivron jaune
 - " 4 tomates ou plusieurs tomates cerise
 - " 50g d'olives vertes
 - " 1 citron coupé en quartier
 - " 1 gousse d'ail
 - " Huile d'olive

Ingrédients pour la marinade

- " 1 bouquet de coriandre
- " 2 gousses d'ails
- " 1 cuillère à café de cumin
- " 1 cuillère à café de coriandre moulue
- " 3 cuillères à soupe de jus de citron
- " Sel et poivre

Instructions:

- Dans un bol, mélangez tous les ingrédients de la marinade.
- Placez le poisson préalablement vidé dans une assiette et versé la moitié de la marinade. Réservez l'autre moitié au frais pendant une petite heure.
- Laissez mariner le poisson.

- Pendant ce temps, faites cuire les pommes de terre dans une cocotte d'eau bouillante et salée.
- Coupez les poivrons en lamelles et les tomates en morceaux.
- Une fois les pommes de terre assez tendre, retirez-les et passez les sous l'eau froide.
- Coupez les pommes de terre en petits quartiers.
- Dans une casserole, ajoutez un peu d'huile d'olive et faites revenir l'ail pendant 1 minute sur feux doux.
- Ajoutez les poivrons et laissez cuire pendant 5 minutes.
- Ajoutez les tomates et cuire encore 2 minutes supplémentaires.
- Versez le reste de la marinade, salez et poivrez.
- Dans une poêle ou un tajine, ajoutez les pommes de terres et la moitié du mélange légumes et marinade laissez chauffer 1 à 2 minutes.
- Ajoutez le poisson et le reste de la garniture de légumes.
- Ajoutez les olives vertes (je n'en ai pas mis dans mon plat).
- Couvrir et laissez cuire sur feu moyen pendant 10 à 12 minutes jusqu'à ce que le pois-

son soit cuit mais encore tendre.

- Décorer le plat de quartier de citron et de coriandre.

Ce délicieux tajine marocain est à servir chaud. Il sera parfait pour un repas de Ramadan.

Temps de Préparation: 20 minutes
Temps de Cuisson: 30 minutes

Ingrédients:

- Ingrédients pour le gâteau
- " 130g de semoule
 - " 220g de farine
 - " 150g de sucre
 - " 4 œufs
 - " 125ml de yaourt
 - " 125ml d'huile
 - " 1 sachet de levure
 - " 1 zeste de citron

Ingrédients pour le sirop

- " 450g de sucre
- " 600ml d'eau
- " 1 sachet de sucre vanillé

Instructions:

- Préparation du sirop
- Dans une casserole, mélangez l'eau et le sucre puis portez à ébullition.



Revani, gâteau de semoule turc

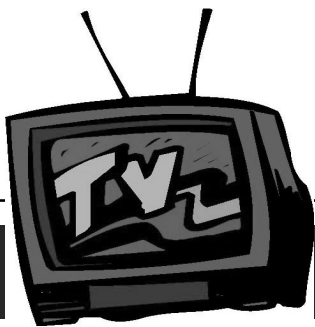
- Ajoutez ensuite le sucre vanillé.
- Mélangez et laissez bouillir 2 minutes.
- Réservez le sirop dans un bol.

Préparation du gâteau

- Dans un saladier, mélangez la farine, la semoule et la levure.
- Dans un bol, mélangez l'œuf et le sucre jusqu'à obtenir une couleur claire.
- Ajoutez le yaourt et l'huile et mélangez.
- Versez le mélange dans le saladier avec la farine et mélangez le tout jusqu'à obtenir une pâte homogène.
- Prenez un moule à gâteau rond ou rectangle et beurrez-le généreusement.
- Versez la pâte dans le moule et enfournez-le dans un four préchauffé à 180°C.
- Laissez cuire 30 minutes tout en



- surveillant de temps en temps.
- Lorsque le gâteau est cuit, sortez-le du four et laissez refroidir.
- Petite astuce : si le gâteau vous semble trop sec, vous pouvez verser après la cuisson 100ml d'eau bouillante.
- Découpez vos gâteaux en forme de carré, de rectangle ou de losange suivant vos envies.
 - Versez le sirop sur l'intégralité du gâteau et laissez absorber.
 - Décorez vos gâteaux de semoule turc avec de la noix de coco, ou de la pistache par exemple.



Selection du vendredi



21h10

Restos du Coeur

En janvier 2026, les Enfoirés se sont produits à L'Accor Arena à Paris. Fidèles à l'appel lancé par Coluche dès 1985, 54 artistes de renom ont répondu présent. Cette édition nous promet un grand show époustouflant, porté par 54 Enfoirés plus que jamais engagés auprès des Restos du Coeur. De beaux moments d'émotion et de rire sont au rendez-vous. Les tableaux du spectacle, dont quelques sketches sur scène et en coulisses, se succèdent en mêlant poésie, émotion, grains de folie et nostalgie. Les «petits nouveaux» de la promotion 2026 à entrer parmi la troupe sont Helena, Marine, Jarry et Styleto. Avec la présence exceptionnelle d'Ousmane Dembélé, Esther Abrami, McFly et Carlito et Tibo InShape.



21h05

Retour à Howards End

Avec Anthony Hopkins, Emma Thompson, Helena Bonham Carter, Vanessa Redgrave, Joseph Bennett, Prunelle Scales, James Wilby, Samuel West, Nicola Duffett, Susie Lindeman, Mark Payton, Mary McWilliams, Rodney Rymell, Crispin Bonham-Carter, Jim Bowden

Londres, au début du XXe siècle. Les soeurs Margaret et Helen Schlegel, filles de bonne famille ouvertes aux idées nouvelles, font la connaissance des Wilcox, un clan riche et traditionnel. La liaison sans lendemain entre Helen et l'un des fils Wilcox, Paul, permet toutefois à Margaret et à Mrs Ruth Wilcox, femme de Henry Wilcox, propriétaire de l'Imperial Caoutchouc, de se lier d'amitié. Bientôt, Ruth, au seuil de la mort, décide de léguer sa jolie demeure de Howards End à sa nouvelle amie. Les siens, ne l'entendant pas de la sorte, détruisent le testament avant que la nouvelle ne soit ébruitée.



Bis



21h00

Avec Franck Dubosc, Kad et Olivier, Alexandra Lamy, Gérard Darmon, Sandrine Boissel, Anne Girouard, Eléonore Bernheim, Eden Ducourant, Antonin Chalou, Fabian Wolfrom, Elodie Hesme, Ariane Brodier

Éric et Patrice sont amis depuis le lycée. Au fil des années, chacun a pris un chemin très différent : d'un côté Éric, hédoniste sans attaches aux multiples conquêtes, et de l'autre Patrice, père de famille «mono-



game» à la vie bien rangée. Après une soirée bien arrosée, les deux amis d'enfance se retrouvent propulsés en 1986 alors qu'ils n'ont que 17 ans. Ce retour dans le passé est l'occasion rêvée pour tenter de changer le cours de leur vie. Que vont-ils faire de cette seconde chance ?



21h10

Capitaine Marleau



Avec Corinne Masiero, Laura Smet, Christophe Dechavanne, Anne Suarez, Marilyn Lima, Stéphan Guérin-Tillié, Aurélien Wiik, Ariane Massenet, Béatrice Agenin

Qui a bien pu tuer Magali, 22 ans ? L'enquête conduit Marleau dans une station balnéaire hors saison, où la belle Lana possède un restaurant très couru. Un an auparavant, la jeune femme avait perdu son fils dans un accident de la route où le chauffard avait pris la fuite. Ce drame a eu raison de son couple et Lana envisage aujourd'hui de refaire sa vie ailleurs, mais ce départ paraît bien précipité pour Marleau. Qu'a donc t-elle à se reprocher ? A-t-elle tué Magali pour venger son enfant mort ?



21h10

Open Range

Avec Robert Duvall, Kevin Costner, Abraham Benrubi, Diego Luna, Michael Gambon, Annette Bening, James Russo, Michael Jeter, Dean McDermott, Kim Coates, Herb Kohler, Peter MacNeill, Cliff Saunders, Pat Stutz, Julian Richings

Au coeur de l'Ouest sauvage, quatre hommes convoient du bétail. Pour Charley Waite, Boss Spearman, Button et Mose Harrison, il est d'abord question de vivre libres et d'échapper à leur passé. Sur des terres seulement régies par les lois de la nature, les quatre cow-boys ne cherchent pas la violence, s'attachant à un code d'honneur, de loyauté et de justice.



21h025

Enquête d'action



Présenté par : Marie-Ange Casalta

Avec plus d'un million de nouveaux titulaires chaque année, le permis de conduire est le premier examen de France. Pourtant, du code à la conduite, le permis est aujourd'hui au coeur de fraudes massives. Enquête sur les réseaux qui profitent de nouvelles failles dans l'examen et mettent nos vies en danger. Au coeur du scandale : l'épreuve théorique du code de la route. Depuis 2016, ce sont des sociétés privées qui font passer l'examen. Résultat, la triche a explosé. Désormais, la fraude concernerait près de 40 % des examens au code.

LE PREMIER MINISTRE CANADIEN, Mark Carney, a annoncé mardi que son pays fournirait à l'Ukraine une aide militaire d'environ 2 milliards de dollars.

L'AVENIR POURRAIT ÉCHAPPER À L'HÉRITAGE D'EXCELLENCE

L'industrie automobile européenne face à une révolution structurelle

L'industrie automobile européenne traverse, selon les analyses les plus prospectives, une période de mutation sans précédent. Longtemps fondée sur une combinaison de savoir-faire industriel, d'ingénierie de précision et d'un maillage industriel robuste, elle se voit aujourd'hui confrontée à une conjoncture radicalement nouvelle.

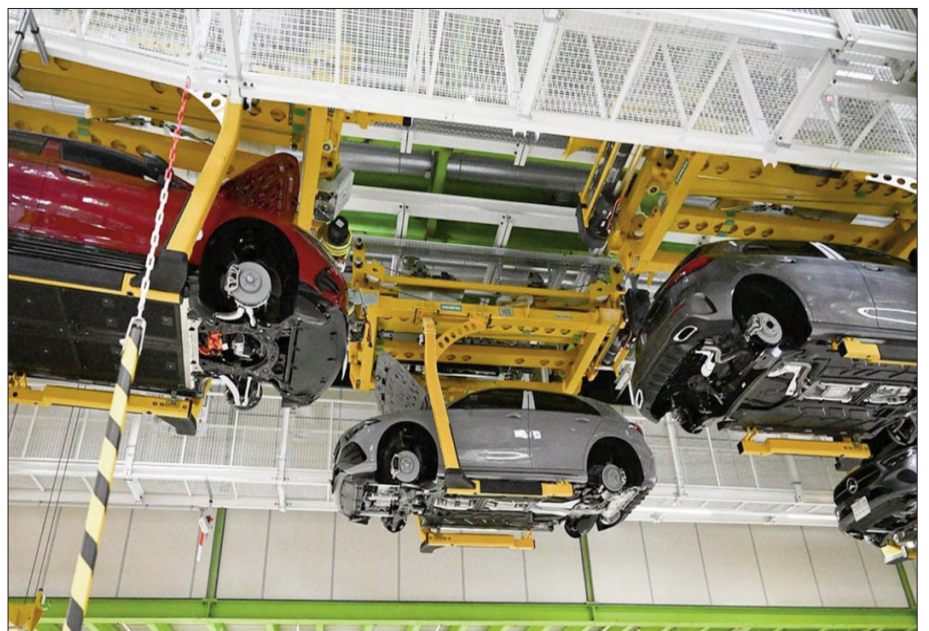
Trois dynamiques fortes s'entrecroisent et redessinent les règles du jeu: l'électrification accélérée, la digitalisation omniprésente et la montée en puissance de la concurrence mondiale, en particulier des constructeurs chinois et d'autres acteurs asiatiques. Le basculement n'est plus perçu comme une simple échéance technique; il s'agit d'un changement structurel qui réorganise fondamentalement les chaînes de valeur, les modèles économiques et les rapports avec le client. Premier pilier de cette transformation, l'électrification n'est plus un cap à atteindre mais une condition opérationnelle. Produire des véhicules électriques oblige à repenser les chaînes d'approvisionnement, réorganiser les sites industriels et, surtout, redéfinir les relations avec les fournisseurs et les partenaires. La transition n'est pas seulement une question de propulsion; elle engage le cœur du système productif — les plateformes, les modules, les batteries et les procédés de fabrication — et remet en cause la rentabilité historique fondée sur des marges liées aux motorisations traditionnelles. En parallèle, la numérisation transforme le véhicule en plateforme logicielle: l'expérience client se déplace de la simple possession d'un produit vers l'usage d'un service intégré, où les per-

formances, la mise à jour et la personnalisation passent par des capacités logicielles internes et des partenariats externes.

Après l'électrification, la montée en puissance du logiciel et de l'intelligence artificielle devient déterminante. Les véhicules connectés, autonomes et capables d'apprendre de leurs usages représentent autant d'opportunités que de risques. Les développeurs et les ingénieurs ne se borneront plus à optimiser le moteur ou le châssis: ils conçoivent des systèmes qui gèrent la mobilité dans son ensemble — itinéraires optimisés, diagnostics prédictifs, interfaces homme-machine, gestion des données et sécurité numérique. Dans ce paysage, la vitesse d'innovation des acteurs non traditionnels, notamment des entreprises technologiques et des constructeurs chinois, prend une avance significative sur l'héritage industriel européen, souvent marqué par une excellence historique mais aussi par une certaine rigidité organisationnelle.

Les grands groupes allemands, symboles d'un modèle industriel centré sur l'ingénierie et la qualité, se trouvent donc à un tournant. Le diagnostic répété par les économistes et les stratèges souligne que l'adaptation ne se limite pas à lancer une voiture électrique compétitive: elle exige une refonte complète du modèle économique. Les capacités d'intégration logicielle, les partenariats technologiques, la gestion des données et l'offre de services intégrés deviendront aussi cruciales que les performances mécaniques. Les marchés clés — de l'Europe à l'Amérique du Nord, en passant par l'Asie — réclament des propositions de valeur qui dépassent le produit pour toucher l'expérience numérique et les solutions de mobilité.

Cette mutation ne signifie pas que l'industrie européenne perdra sa compétitivité; elle suggère plutôt que les frontières entre constructeur automobile et opérateur de services de mobilité s'estompent. L'émergence de nouveaux acteurs moins attachés à l'héritage industriel lourd peut offrir une flexibilité technologique et une agilité supérieures, facilitant l'expérimentation rapide et l'adaptation en temps réel. Pour les fabricants établis, l'enjeu est donc de transformer leur modèle: investir



dans le développement logiciel et l'IA, redéfinir les chaînes d'approvisionnement comme des écosystèmes numériques, et créer des offres de mobilité intégrées qui combinent véhicule, données et services. La réalité économique de cette transition est complexe. L'investissement nécessaire pour concevoir, tester et maîtriser des plateformes numériques, des systèmes d'aide à la conduite et des architectures de batterie exige des capitaux importants et des capacités d'intégration intersectorielles.

Par ailleurs, la pression concurrentielle asiatique et chinoise, soutenue par des marchés domestiques vastes et des chaînes d'approvisionnement efficaces, peut éroder les marges et accélérer la remise en cause des modèles traditionnels. Dans ce contexte, certaines hypothèses prospectives avancent que d'ici la fin de la décennie, des acteurs comme BMW, Mercedes-Benz et Volkswagen pourraient ne plus exister sous la forme actuelle de leur identité industrielle. Cette projection met en évidence la fragilité structurelle d'un secteur qui, malgré sa prestige, n'est pas immune à la réévaluation radicale des chaînes de valeur et des offres. Pour les grandes entreprises allemandes, l'objectif n'est plus seulement d'améliorer la performance automobile. Il s'agit de réinventer

leur modèle opérationnel dans son ensemble: passer d'un modèle centré sur la fabrication de véhicules à une plateforme européenne capable de concevoir, produire et vendre des services de mobilité numérique. L'enjeu est stratégique autant qu'industriel: rester pertinent dans un univers où les logiciels, l'IA et la conduite autonome deviennent des déterminants majeurs de la compétitivité. Si les identités historiques restent un capital symbolique et technique, elles ne suffisent plus à garantir un leadership dans un marché mondialisé où l'innovation rapide et l'intégration technologique seront les véritables clefs de la survie.

L'industrie automobile européenne est en train de vivre une transition comparable à une révolution industrielle silencieuse: électrique, numérique et mondialisée.

L'Europe, et particulièrement l'Allemagne, doivent transformer non seulement leurs usines mais aussi leurs façons de concevoir la mobilité et d'interagir avec les clients. Sans cette réinvention, l'avenir pourrait échapper à l'héritage d'excellence qui a longtemps animé le secteur. Le verdict est clair: la décennie qui vient pourrait être décisive, non pas pour préserver l'ancien modèle, mais pour écrire une nouvelle page de l'industrie automobile européenne.

R.I.

Post scriptum

Par Salah Lakoues

Le « Davos de la dépravation » : enquête sur un système où la finance, la politique et les réseaux criminels ont redessiné la géopolitique mondiale

Is s'appellent Rothschild, Epstein, bin Sulayem, Barak. Leurs noms évoquent la finance centenaire, la criminalité sexuelle, les ports de Dubaï, la direction d'Israël. Pendant une décennie, leurs destins se sont entremêlés dans une danse opaque dont nous ne découvrons aujourd'hui que les contours, grâce à la publication massive de documents judiciaires en février 2026.

L'affaire Jeffrey Epstein, longtemps présentée comme le fait divers d'un financier déviant entouré de ses « amis célèbres », révèle sa véritable nature : celle d'un système parallèle de gouvernement du monde. Un espace informel où

les élites financières, politiques et économiques occidentales se rencontrent hors de tout contrôle démocratique, où les crises géopolitiques deviennent des « opportunités » d'affaires, où les rapprochements entre États ennemis se négocient dans des emails anodins, où 25 millions de dollars peuvent s'échanger contre un règlement avec le Department of Justice, où une « main droite de Maktoum » cuisine avec un criminel sexuel tout en préparant, des années à l'avance, les Accords d'Abraham.

Ce système, que l'on peut nommer le « Davos de la dépravation », n'est pas une anomalie. Il est la conséquence logique d'un fonctionnement où la porosité entre

sphères publique et privée est devenue structurelle, où l'argent confère une immunité de fait, où l'informalité est érigée en mode de gouvernement. Des bureaux feutrés de la banque Edmond de Rothschild aux terminaux portuaires de DP World, des bouleversements ukrainiens de 2014 aux investissements israéliens dans les technologies de surveillance, une même logique à l'œuvre : celle de réseaux d'influence qui ont capturé l'État, privatisé la diplomatie et transformé les tragédies du monde en portefeuilles d'opportunités.

Cette enquête propose de suivre ces fils entremêlés pour comprendre comment, dans l'ombre des institutions officielles,

s'est construit un pouvoir parallèle dont nous commençons seulement à mesurer l'emprise. Et si la thèse de la « manipulation russe » a pu séduire certains comme bouc émissaire commode, les preuves nous conduisent ailleurs : vers une responsabilité endogène, un système qui s'est corrompu de l'intérieur, sans avoir besoin d'aucun ennemi extérieur pour le pervertir.

Bienvenue dans les coulisses du « Davos de la dépravation ». Le décor est planté. Les acteurs sont en place. Le rideau se lève sur un monde dont nous pensions tout savoir, et dont nous ne savions rien.

S. L.